

MINE DE ZINC ET DE PLOMB D'OUED AMIZOUR

Des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet

Le gouvernement veut accélérer l'entrée en exploitation des projets miniers, dont celui de la mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour. Ce projet important pour l'économie nationale et pour le développement local de la région de Bejaïa a été à l'ordre du jour d'une réunion du gouvernement que le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier mercredi Alger, indiquent les services du Premier ministre dans un communiqué. P 3



DÉVELOPPEMENT DES MOYENS
DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

**L'importance
de la coopération
intersectorielle soulignée**



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion de coordination sur le développement des moyens de paiement électronique, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, indique hier un communiqué du ministère.

P 3

CAMPAGNE ÉLECTORALE

**Les candidats appellent
à voter massivement**

Les candidats à l'élection présidentielle ont appelé, au 6e jour de la campagne électorale, à voter massivement le 7 septembre afin de barrer la route aux ennemis de l'Algérie et renforcer la stabilité du pays.

P 5

1,36 MILLION OPÉRATIONS
EFFECTUÉES ET 133 487
INFRACTIONS ENREGISTRÉES
EN SEPT MOIS

**L'Etat intensifie le
contrôle des commerces**

Au cours des sept premiers mois de l'année 2024, la direction générale du ministère du Commerce a mené une vaste campagne de contrôle et de surveillance des activités commerciales. Ce travail intensif s'est concrétisé par un total impressionnant de 1 356 959 interventions, témoignant de la rigueur et de la détermination des autorités à faire respecter les réglementations en vigueur, a indiqué Ahmed Mokrani, Directeur de la régulation des marchés au ministère du Commerce.

P 3

ELECTION PRESIDENTIELLE



Youcef
Aouchiche



Abdelmadjid
Tebboune



Abdelaali
Hassani Cherif

SONATRACH

Expédition de la première cargaison de fioul vers le Liban

La première cargaison de fioul algérien partira, mercredi après-midi vers le Liban via le tanker "In Ecker" relevant du groupe Sonatrach, pour aider ce pays à surmonter la crise d'électricité qu'il traverse actuellement, indique le groupe dans un communiqué. «Le tanker +In Ecker+ chargé de 30.000 tonnes de fioul, première cargaison de fioul devant être acheminée vers le Liban, partira mercredi après-midi à destination du pays», selon le communiqué. L'opération intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui avait ordonné d'approvisionner, immédiatement, le Liban frère en quantités de fioul afin de faire fonctionner les centrales électriques et de rétablir le courant électrique dans le pays, ce qui consacre les relations de solidarité et de fraternité entre les deux pays, ajoute le document. L'objectif de l'opération est de soutenir le Liban, pays frère, en ces circonstances difficiles, à travers son approvisionnement immédiat en quantités de fioul pour assurer le fonctionnement des centrales électriques et rétablir le courant électrique dans le pays. «L'initiative traduit l'engagement ancré de Sonatrach à soutenir les décisions de l'Etat algérien et à renforcer les liens de fraternité avec le Liban, ce qui témoigne de l'esprit de coopération et de solidarité entre les deux pays», ajoute le communiqué.

AAPI

Mise à jour de l'application d'affichage des terrains économiques

Dans le cadre de l'amélioration des services fournis via la plateforme numérique des investisseurs, l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI) a mis en œuvre des mises à jour en ajoutant une série de nouvelles fonctionnalités à l'application d'affichage des terrains économiques orientée vers l'investissement. « Vous pouvez désormais consulter les terrains économiques publiés à l'aide de divers filtres de recherche et de navigation tels que le type d'activité, la zone, la région et le type de propriété», indique l'AAPI dans un communiqué. Cette mise à jour fournit également un résumé complet de tous les terrains économiques actuellement disponibles sur la plateforme, offrant une meilleure visibilité sur les propriétés disponibles et rendant l'expérience de navigation plus fluide. Elle simplifie le processus pour les porteurs de projets de recherche de terrains économiques qui correspondent aux exigences de leur projet d'investissement.

DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'importance de la coopération intersectorielle soulignée

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé une réunion de coordination sur le développement des moyens de paiement électronique, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, indique hier un communiqué du ministère.

Synthèse S R.

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, le secrétaire général du ministère du Commerce et de la promotion des exportations, les directeurs généraux des secteurs concernés et les acteurs de la monétique ont également pris part à cette réunion, tenue mardi au siège du ministère des Finances, précise la même source. Elle avait pour objectif de faire «le point sur l'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route institutionnelle dédiée au développement des moyens de paiement électronique». A cet effet, M. Faid a souligné, dans son discours d'ouverture, «l'importance de la coopération intersectorielle dans le traitement des enjeux communs, en particulier celui du paiement électronique», a fait savoir le document. Il a rappelé que «l'accélération de la numérisation des services financiers est

une priorité stratégique du gouvernement, visant à moderniser le système bancaire et à améliorer l'expérience des citoyens et des opérateurs économiques». Les travaux de la réunion ont été articulés autour de deux grands axes, en premier, le suivi de la feuille de route relative au développement des MPE. A ce titre le directeur général du Trésor et de la comptabilité a présenté une synthèse de l'état d'avancement des actions prévues, mettant en lumière les progrès réalisés et les défis restant à relever pour assurer une transition efficace vers des moyens de paiement électroniques. Le deuxième axe examiné a été consacré à la généralisation des terminaux de paiement électronique (TPE) auprès des commerçants. A ce sujet, le ministre des Finances a mis l'accent sur «l'importance de l'accélération du déploiement des TPE auprès des commerçants, considérant cette mesure comme un indicateur clé du succès des

efforts de modernisation du secteur». Il a également précisé que «la disponibilité des cartes bancaires et des TPE est un élément essentiel pour assurer la réussite de cette opération», insistant sur «la nécessité pour les acteurs de la place d'accompagner cet élan de digitalisation et de faciliter l'accès à ces moyens pour le grand public». Les interventions du ministre de la Poste et des Télécommunications et du Gouverneur de la Banque d'Algérie ont enrichi les débats, apportant des perspectives complémentaires sur les moyens et les mécanismes à mettre en place pour atteindre les objectifs fixés, a-t-on souligné. Cette réunion traduit «la dynamique de concertation engagée entre les différents secteurs», réaffirmant «l'engagement des autorités à promouvoir une numérisation globale de tous les services et prestations, ce qui constituera un levier important de développement», selon le ministère.

DESSALEMENT D'EAU DE MER

Achèvement dans les prochains jours des travaux de génie civil de la station de Cap blanc d'Oran

Les travaux de génie civil de la station de dessalement d'eau de mer en cours de concrétisation à Cap Blanc (Ouest de la wilaya d'Oran) d'une capacité de 300.000 m3/jour seront achevés prochainement, a-t-on appris mardi du wali, Saïd Sayoud. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection de cette infrastructure, située dans la commune de Aïn El Kerma, M. Sayoud a souligné que "le taux d'avancement des travaux de génie civil a dépassé les 95 pc et seront achevés dans les prochains jours, au maximum". Il a ajouté qu'il a été procédé au "lancement de la pose et de l'installation des équipements utilisés dans le dessalement d'eau de mer, dont les pompes, le raccordement de la station à l'électricité, les sept stations de pompage et il ne reste qu'une seule station de pompage à installer avant l'achèvement des travaux". Le même responsable a fait part du "lan-

cement imminent des essais techniques, en octobre prochain", notant que "les travaux se déroulent à un rythme accéléré, selon le calendrier fixé et la station devra entrer en service, en décembre prochain, selon les délais impartis". Il a indiqué que le taux d'avancement de l'ensemble des travaux de ce projet, qui est réalisé par les filiales du groupe Sonatrach, à savoir la société Algerian Energy Company (AEC), appuyée par la Société Nationale de Génie Civil et de Construction et la Société Générale des Travaux Pétroliers, s'élève à environ 80 pour cent, tandis que le taux restant concerne la pose et l'installation des équipements. Le wali d'Oran a indiqué que les travaux de réalisation du réseau de canalisations, qui transporteront l'eau dessalée depuis la station de Cap Blanc, progressent de manière significative, dépassant les 80 pour cent, et devront s'achever en septembre prochain. La réa-

lisation de conduites sont en cours sur une distance de 50 km en direction de Boutlelis à l'Ouest et en direction de Aïn El-Turck et Mers El-Kebir, à l'Est, outre deux réservoirs d'eau d'une capacité de 50.000 m3 et 30.000 m3. Cette infrastructure couvrira, une fois entrée en service, les besoins de la population de la partie ouest de la wilaya en eau potable, à l'instar des daïras de Boutlelis et Aïn El-Turck, ainsi que plusieurs wilayas limitrophes, notamment Sidi Bel Abbes, Mascara et Aïn Temouchent. D'autre part, dans la commune de Bousfer, le wali d'Oran a inspecté le projet d'alimentation de la daïra d'Aïn El-Turck en eau de mer dessalée, à partir de la station de dessalement en cours de réalisation à Cap Blanc, avec la réalisation d'un réservoir de 5.000 m3 et un réseau de transport de l'eau potable sur une longueur de 7 km.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MINE DE ZINC ET DE PLOMB D'OUED AMIZOUR

Des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet

Le gouvernement veut accélérer l'entrée en exploitation des projets miniers, dont celui de la mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour. Ce projet important pour l'économie nationale et pour le développement local de la région de Bejaïa a été à l'ordre du jour d'une réunion du gouvernement que le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier mercredi Alger, indiquent les services du Premier ministre dans un communiqué.

Par Sirine R.

En effet, l'état d'avancement des travaux préparatoires pour le lancement de l'exploitation effective de cet important projet a été examiné par le gouvernement. «Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des grands projets stratégiques et structurants décidés par Monsieur le Président de la République, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du projet de mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour dans la Wilaya de Béjaïa, qui a permis de faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ce projet d'envergure selon les échéances établies», précise la même source. Cela, compte tenu de «son rôle dans la valorisation des ressources minières nationales et de

sa contribution attendue à la diversification de l'économie nationale et de ses impacts positifs sur la création de postes d'emploi», ajoute le document. Il est à rappeler que le projet a été lancé en novembre 2023 par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, dont l'entrée en production est prévue à partir de décembre 2025. Fruit d'un partenariat algéro-australien, ce projet vise à exploiter un gisement renfermant une réserve de 34 millions de tonnes, avec l'extraction de 2 millions de tonnes de minéraux bruts par an pour produire 170.000 tonnes de concentré de zinc et 30.000 tonnes de concentré de plomb. Ce projet sera ainsi un véritable gisement pour le marché d'emploi. En effet, il est prévu la création de 800 emplois directs et

4000 autres indirects, soit un total de 4800 emplois. C'est une véritable opportunité pour développement local de la région, d'autant plus que la priorité en matière de recrutement sera donnée à la jeunesse de la wilaya, avait assuré le ministre. Sur un autre registre, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif relatif au renforcement du cadre réglementaire régissant la circulation routière, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, et a également entendu une communication sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du système intégré de gestion budgétaire et comptable (SIGB), considéré comme l'un des axes majeurs de la réforme de la gouvernance des finances publiques décidée par Monsieur le Président de la République".

1,36 MILLION OPÉRATIONS EFFECTUÉS ET 133 487 INFRACTIONS ENREGISTRÉES EN SEPT MOIS

L'Etat intensifie le contrôle des commerces

Par Mourad A.

Au cours des sept premiers mois de l'année 2024, la direction générale du ministère du Commerce a mené une vaste campagne de contrôle et de surveillance des activités commerciales. Ce travail intensif s'est concrétisé par un total impressionnant de 1 356 959 interventions, témoignant de la rigueur et de la détermination des autorités à faire respecter les réglementations en vigueur, a indiqué Ahmed Mokrani, Directeur de la régulation des marchés au ministère du Commerce. Il a révélé que ces interventions ont été soldées par l'enregistrement de 133 487 infractions et l'établissement de 127 213 procès-verbaux (PV) pour des poursuites judiciaires, mettant ainsi en évidence l'ampleur des irrégularités sur le marché et la réactivité des autorités. Les opérations de contrôle effectuées, durant les sept premiers mois de 2024, ont également conduit à la saisie de marchandises d'une valeur totale de 3,15 milliards de dinars, illustrant les efforts pour confisquer les produits non conformes. Parallèlement, 7 724 propositions de fermeture de commerces ont été formulées, témoignant de la sévérité des sanctions appliquées aux éta-

blissements ne respectant pas les normes. L'intervenant a révélé également qu'un chiffre d'affaires dissimulé de plus de 36 milliards de DA, soulignant l'existence de pratiques non déclarées à grande échelle et les défis posés par l'économie informelle. S'agissant des opérations de contrôle aux niveaux de nos frontières, Ahmed Mokrani qui s'exprimait dans une déclaration à la radio « Chaîne I », a souligné que les services du ministère du Commerce ont refusé l'entrée sur le marché national de 511 cargaisons en raison de leur non-conformité aux normes requises. En effet, ces opérations de grandes envergures témoignent sur la volonté de l'Etat à faire face aux pratiques illicites qui nuisent à l'économie nationale et surtout à la santé des citoyens.

Des stocks alimentaires suffisants

Concernant les stocks de matières premières nécessaires à la production de produits de grande consommation en Algérie, Ahmed Mokrani a indiqué que les stocks actuels sont très confortables, assurant que « notre pays dispose de quantités suffisantes pour maintenir une production continue. Les stocks disponibles suffisent pour couvrir les besoins de production pendant une

période allant de trois à quatre mois, garantissant ainsi qu'il n'y aura pas de pénurie immédiate des produits de base essentiels en cas de perturbations », explique-t-il. Le ministère du Commerce, suivant les directives présidentielles, a mis en place une série de mesures stratégiques visant à stabiliser les prix des produits de consommation courante et à garantir un approvisionnement continu en vue de la rentrée scolaire. Selon l'intervenant, cette initiative s'inscrit dans un contexte plus large, marqué par les défis récurrents liés à la consommation durant des périodes critiques telles que la rentrée scolaire et le Ramadan. L'invité de la radio a expliqué que pour assurer une rentrée sociale sans heurts, le ministère a déployé une stratégie en trois volets. Tout d'abord, il s'est assuré de la disponibilité de stocks suffisants de produits de base tels que la semoule, la farine, le sucre et l'huile. Grâce à une coordination efficace avec les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, ces réserves sont actuellement capables de répondre aux besoins du marché pour une durée de trois à quatre mois. En parallèle, le soutien à la rentrée scolaire a été renforcé par des mesures facilitant l'importation de four-

nitures scolaires tout en encourageant la production nationale. Cette démarche vise à réduire la dépendance vis-à-vis des produits importés et à promouvoir la qualité des produits locaux, avec près de 66 fabricants nationaux actifs dans ce secteur. De plus, le ministère a organisé 182 événements économiques à travers le pays, réunissant plus de 1600 opérateurs économiques, dans le but de rendre les fournitures scolaires plus accessibles en éliminant les intermédiaires et en offrant des réductions pouvant atteindre 20 % sur certains produits. La régulation et le contrôle des marchés constituent un autre axe majeur de cette stratégie. Le ministère surveille de près la stabilité des prix et la disponibilité des produits, malgré quelques fluctuations observées dans le secteur des produits agricoles comme la pomme de terre et le poulet. Dans l'ensemble, les mesures adoptées par le ministère du Commerce illustrent une approche proactive et intégrée pour garantir une rentrée scolaire sereine. Elles mettent également en lumière l'engagement du gouvernement à soutenir la production nationale et à maintenir l'équilibre des prix sur le marché, même en période de forte demande.

AGRICULTURE

Cherfa préside une réunion d'évaluation du projet de relance du barrage vert

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a présidé, mardi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'évaluation du taux de réalisation des différentes opérations inscrites dans le cadre de la relance et de l'extension du barrage vert pour les exercices 2023 et 2024, ainsi que l'élaboration du programme tracé pour l'exercice 2025, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion périodique consacrée à la réhabilitation et l'extension du barrage vert, M. Cherfa a mis l'accent sur l'importance de "ce projet majeur qui figure parmi les priorités des hautes autorités du pays, au regard de ses dimensions environnementale et économique". Après la présentation de l'évaluation par la directrice générale chargée du projet, le ministre a insisté sur la "nécessité d'accélérer la cadence de réalisation des principales opérations programmées pour les exercices 2023 et 2024, notamment en ce qui concerne les plantations, les points de collecte d'eau, l'ouverture de pistes, les travaux d'aménagement et le lancement immédiat de l'élaboration du programme d'action pour l'exercice 2025". Il a également rappelé aux responsables chargés de la réalisation de ce projet important "la nécessité d'associer les petites et moyennes entreprises (PME) locales pour accélérer la cadence de réalisation". Par ailleurs, le ministre a salué "les efforts fournis par les cadres et les agents du secteur des forêts dans la prévention et la lutte contre les incendies et la préservation des richesses naturelles nationales". Ont assisté à cette réunion périodique, les conservateurs des forêts et les directeurs des services agricoles concernés par ce projet stratégique (13 wilayas), ainsi que les cadres de la Direction générale des forêts (DGF), du Groupe génie rural (GGR), du Bureau national d'études pour le développement rural (BNE-DER), et du Haut commissariat au développement de la steppe (HCDS).

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

Mise en service imminente d'une nouvelle unité de laminoir pour l'acier à béton

Par M. A.

Le complexe Sider El Hadjar se prépare à franchir une étape décisive avec la mise en service imminente d'une nouvelle unité de laminoir pour l'acier à béton, récemment annoncée par sa direction générale. Cette annonce a été marquée par une visite officielle le 19 août 2024, effectuée par Abdelkader Djelloui, le wali d'Annaba. Située dans la zone industrielle de la commune de Berrahal, cette

nouvelle unité de laminoir possède une capacité de production impressionnante de 800 000 tonnes par an. Ce projet s'inscrit dans un effort global de modernisation des équipements du complexe, visant à accroître la production de produits longs en acier et à mieux répondre aux besoins croissants du marché national. La mise en service de cette unité est non seulement une avancée technologique significative mais aussi un levier important pour augmenter la production et assurer une cou-

verture adéquate du marché intérieur en acier à béton. Cette initiative fait partie d'une stratégie plus vaste pour renforcer les capacités de production et améliorer l'efficacité globale du complexe Sider El Hadjar. Au cours de sa visite, Abdelkader Djelloui a eu l'occasion de rencontrer les travailleurs de l'unité de haut-fourneau, les encourageant à intensifier leurs efforts pour améliorer les performances du complexe. Il a également exprimé un soutien ferme à l'institution, en soulignant l'enga-

gement des autorités locales et leur soutien continu aux projets de développement du complexe. L'arrivée de cette nouvelle unité de laminoir représente une avancée majeure pour le complexe Sider El Hadjar, reflétant un engagement envers la modernisation et l'expansion de la production. La visite du wali d'Annaba a mis en lumière le soutien institutionnel pour ce projet stratégique, soulignant l'importance de l'effort collectif pour répondre aux exigences du marché national.

ALGER

Trois ouvriers décédés après une chute dans une station de collecte et de pompage des eaux usées

Trois (3) ouvriers sont décédés après une chute dans une station de collecte et de pompage des eaux usées dans la commune des Eucalyptus (Alger), a indiqué un communiqué des services de la Protection civile (PC). "Les éléments de la Protection civile sont intervenus vers 16h31mn, après la chute de trois (3) ouvriers dans une station de collecte et de pompage des eaux usées au niveau de la route nationale RN 8, au lieu-dit Château rouge sis à la commune des Eucalyptus", selon le communiqué. Les trois ouvriers "sont décédés à l'intérieur de la station, précise la même source, ajoutant que "les éléments de la PC sont intervenus aidés d'une équipe de plongeurs pour retirer les corps des victimes".

ONPO

Réunion de la commission intersectorielle permanente chargée du suivi des préparatifs du hadj

La commission intersectorielle permanente chargée du suivi des préparatifs du hadj a tenu, mardi à Alger, une réunion consacrée aux préparatifs à la prochaine saison du Hadj, a indiqué un communiqué de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO). "Le directeur général de l'ONPO, Salah Boutarfa, a présidé, au siège de l'Office, une réunion de la commission intersectorielle permanente chargée du suivi des préparatifs du Hadj, en présence de représentants des départements ministériels concernés par cette opération", précise le communiqué. L'ordre du jour a porté sur "la définition du projet de calendrier des procédures administratives liées aux préparatifs à la saison du Hadj de l'année 1446/2025, conformément aux délais fixés dans le document des dispositions préliminaires délivré par les autorités saoudiennes", ajoute la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PÉTROLE

Le Brent stable à 77 dollars

Les cours du pétrole demeuraient quasiment atones mercredi, alors que se poursuivent les négociations en vue d'une trêve dans la bande de Gaza, atténuant la prime de risque associée au conflit. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, grappillait 0,17% à 77,33 dollars vers 10h25. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, progressait de 0,11%, à 73,25 dollars. Les prix du brut restent stables alors que le marché intègre des facteurs baissiers, en l'occurrence "la faiblesse de la demande chinoise", premier importateur

mondial de pétrole, "et l'espoir d'un cessez-le-feu au Moyen-Orient", résumement des analystes. Sur le marché pétrolier, la prudence des investisseurs s'est particulièrement ressentie alors que les perspectives de baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed) ont plombé le dollar mardi. La faiblesse de la devise américaine en début de semaine aurait dû propulser les prix du pétrole, libellé en dollars, "de la même façon que l'or a dépassé des sommets historiques", notent les analystes, mais cela n'a pas semblé suffisant pour faire décoller les cours. Par ailleurs, les premières données hebdomadaires sur les stocks américains de pétrole par l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur,

publiées mardi, se montrent mitigées. L'API a fait état d'une augmentation la semaine dernière des réserves commerciales de brut d'environ 347.000 de barils, contre une prévision d'une diminution de 2,7 millions de barils, relèvent les analystes. Sur la même période, l'API constate cependant une baisse des réserves d'essence d'environ 1,04 million de barils. Les investisseurs seront ainsi particulièrement attentifs plus tard mercredi au rapport hebdomadaire sur l'état des stocks de pétrole aux Etats-Unis de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 16 août, dont les données sont réputées plus fiables.

MONNAIES

Le dollar se stabilise face à l'euro et à la livre

Le dollar reprenait son souffle mercredi face à l'euro et à la livre, en attendant la révision de données sur l'emploi américain jusqu'en mars, qui pourrait donner un nouvel élan aux attentes de baisse des taux de la Fed. Le billet vert prenait 0,11% face à la monnaie unique vers 10h40, à 1,1117 dollar pour un euro. Plus tôt, il est tombé jusqu'à 1,1133 dollar pour un euro, un nouveau plus bas depuis décembre. "Le dollar a pris du plomb dans l'aile ces derniers temps", avant de légèrement se reprendre, soulignent des analystes, estimant que la confiance des marchés dans la volonté de la Réserve fédérale américaine de réduire fortement ses taux d'intérêt a fortement pesé sur le billet vert. Les investisseurs attendent désormais les minutes de la Fed, le compte-rendu de la dernière réunion de la banque centrale américaine, qui sera publié après la clôture des marchés européens, ainsi que la révision de données sur l'emploi américain. Et ces "révisions statistiques, qui n'intéressent généralement que ceux qui sont obsédés par les détails" sont pourtant "sur toutes les lèvres", remarquent les analystes. Une fois par an, les "données du marché du travail basées sur des enquêtes (taux de chômage et emplois nouvellement créés) sont révisées", avec mars en mois de référence, poursuivent-ils. Les

observateurs du marché attendent ainsi la révision des données sur l'emploi jusqu'en mars 2024. Le nombre de créations d'emploi pourrait avoir été très surestimé, d'après des économistes, rai-

son pour laquelle le marché s'y intéresse tant. "Ainsi, si la révision montre que les données du marché du travail ont été surévaluées depuis l'été dernier, le marché pourrait se sentir plus confiant dans son

hypothèse que la Fed devra réduire rapidement et fortement le taux d'intérêt directeur", expliquent les analystes. De quoi peser fortement sur le dollar.

Le méthanier algérien Tessala se porte au secours de migrants naufragés au large de la Sardaigne

Le méthanier algérien Tessala (171.000 m3) s'est porté mardi au secours de migrants naufragés au large de la Sardaigne après avoir été sollicité par les garde-côtes italiens. Le méthanier a été appelé en urgence par les garde-côtes italiens vers 14h00, lors de son passage près de la Sardaigne, pour une opération de sauvetage de migrants illégaux qui se trouvaient à bord d'une embarcation ayant échoué en haute mer. Le Tessala a répondu "très rapidement" à l'appel embarquant la totalité des passagers échoués, au nombre de 30, de différentes nationalités. Aucun Algérien ne figurait parmi ces passagers qui ont été bien pris en charge par l'équipage du Tessala qui leur offert de la nourriture et de quoi se réchauffer. Les passagers ont été tous récupérés par les garde-côtes italiens (vers 15h30) qui ont exprimé leurs vifs remerciements à l'équipage du méthanier algérien pour le sauvetage de ces passagers. Le Tessala a ensuite poursuivi sa mission normalement.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 21 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 Août 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	89	109	68	البطاطا
	Tomate	65	76	54	الطماطم
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف
	Ail sec	361	423	299	الثوم الجاف
	Carotte	77	86	68	الجزر
	Navet	103	115	91	لفت
	Poivron	100	112	88	الفلفل الأخضر
	Piment	116	132	100	الفلفل الحار
	Courgette	99	109	88	الكوسة
	Haricot vert	200	221	178	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	103	115	90	الخس
	Pomme locale	397	504	289	التفاح المحلي
	Datte	562	687	437	التمر
	Melon	103	114	91	البطيخ الأصفر
	Pastèque	81	91	70	البطيخ الأحمر
	Poire	382	449	316	الإجاص
	Raisin	229	295	163	العنب
Produits d'origine animale	Banane	403	417	389	الموز
	Viande bovine locale	1794	1953	1635	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	499	513	486	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)		96	102	90	حليب البقر (لتر)



Election présidentielle **07/09/2024**



Les candidats appellent à voter massivement

Les candidats à l'élection présidentielle ont appelé, au 6e jour de la campagne électorale, à voter massivement le 7 septembre afin de barrer la route aux ennemis de l'Algérie et renforcer la stabilité du pays.

Synthèse R N

Depuis Tiaret où il a animé des activités de proximité, le candidat du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, a insisté sur l'importance de participer massivement au scrutin du 7 septembre, une «étape cruciale dans l'histoire de l'Algérie», a-t-il souligné. M. Aouchiche s'est, par ailleurs, engagé, s'il serait élu, à fournir «toutes les conditions nécessaires pour encourager l'innovation et l'investissement chez les jeunes», affirmant que la jeunesse algérienne possède toutes les qualités nécessaires pour contribuer à l'édification du pays, en s'inspirant des valeurs et des sacrifices des héros de la Révolution algérienne. Le candidat du FFS a estimé, à cet égard, que la jeunesse a une place importante dans son programme électoral qui compte des mesures avantageuses en faveur de cette frange de la société. De leur côté, les dirigeants des formations politiques soutenant le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, ont sillonné plusieurs wilayas où ils ont animé des meetings et activités de proximité avec les citoyens, mettant, notamment, l'accent sur la nécessité d'aller voter le jour J afin de faire face à ceux qui menacent l'Algérie. Ainsi, la présidente du parti Tajamoue Amel El Djazair (TAJ), Fatima Zohra Zerouati, a exhorté, depuis Tizi-Ouzou, les habitants de cette wilaya à se rendre massivement aux urnes le 7 septembre, une date importante, a-t-elle dit, pour «faire face à ceux qui menacent l'Algérie». A Skikda, le président du parti Front El Moustakbal, Fateh Boutbig, qui a animé un meeting populaire avec les Secrétaires généraux du Rassemblement national démocratique (RND) et du parti du Front de libération nationale (FLN), a rappelé les réalisations du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, durant son premier mandat, ayant permis de «faire face à toutes les tentatives de déstabilisation de l'Algérie, la préservation de la dignité du citoyen et l'ouverture du champ politique aux jeunes et à la femme pour occuper la place qui leur

revient». Dans le même sens, le président du parti El Fadjr El Djadid, Tahar Benbaïbeche, a appelé, depuis Bordj Bou Arreridj, à se rendre en masse aux urnes le jour du scrutin et choisir M. Abdelmadjid Tebboune afin de poursuivre le développement et consolider la stabilité du pays, de même que le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, qui a affirmé, depuis Bumerdes et Alger, que les réalisations de M. Abdelmadjid Tebboune ont permis à l'Algérie d'être «souveraine dans ses décisions» et ont contribué à la «préserver de toute ingérence étrangère». Par ailleurs, le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, a affirmé, lors d'un meeting populaire à Tiaret, qu'une participation massive à ce rendez-vous électoral permettra de «barrer la route aux ennemis de l'Algérie», relevant que cette élection présidentielle «se tient dans une conjoncture mondiale exceptionnelle marquée par d'importantes mutations». Il a, par ailleurs, indiqué que son projet politique «repose sur une approche

prospective visant à réaliser le développement, garantir la sécurité alimentaire et optimiser l'exploitation des richesses de chaque région». Après avoir rappelé les atouts de la wilaya de Tiaret dans les domaines agricole et industriel, le candidat du MSP a souligné «l'impératif d'élaborer des études approfondies sur les moyens de promouvoir le développement local». Il a, en outre, expliqué qu'il comptait «lutter contre la corruption et la bureaucratie, développer la numérisation et encourager l'investissement», promettant, en cas de victoire, de «réviser les statuts particuliers dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle». Le Secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, dont le parti soutient le candidat du MSP, a appelé à une «large participation et à se rallier autour du candidat du MSP en votant en sa faveur», soulignant que ce rendez-vous constitue une opportunité pour choisir «un président qui répond aux aspirations des citoyens».

YOUCEF AOUCICHICHE Le candidat du FFS s'engage à encourager l'investissement et l'innovation

Le candidat du parti du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre, M. Youcef Aouchiche, s'est engagé, depuis la wilaya de Constantine, à assurer toutes les conditions nécessaires pour encourager les jeunes à l'investissement et à l'innovation. Dans une déclaration en marge d'activités de proximité menées dans la Nouvelle ville Ali Mendjeli et la commune d'El Khroub (wilaya de Constantine), dans le cadre de la campagne électorale, M. Aouchiche a affirmé que la jeunesse algérienne «possède toutes les capacités pour contribuer à l'édification d'une Algérie inclusive», l'appelant à suivre l'exemple des jeunes artisans de la Révolution de libération nationale. Il a affirmé que les jeunes auront «un rôle et une place majeure» dans l'Algérie qu'il aspire à édifier en cas de son élection à la magistrature suprême, détaillant les principales mesures contenues dans son programme en faveur des jeunes et s'engageant à «assurer toutes les conditions nécessaires pour les encourager à l'investissement et à l'innovation». Pour ce faire, le candidat du FFS a mis en avant l'importance d'une forte participation à ce scrutin qui constitue, a-t-il dit, «une étape charnière dans l'histoire de l'Algérie».

HASSANI CHERIF «La prochaine élection présidentielle, une échéance nationale cruciale»

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Abdelaali Hassani Cherif, a affirmé, mercredi, à Alger, que la prochaine élection présidentielle constituait une «échéance nationale cruciale», appelant à la nécessité de «renforcer la cohésion nationale». Invité du Forum d'El Moudjahid, au 7e jour de la campagne électorale, M. Hassani Cherif, a appelé au renforcement de la «cohésion nationale, à travers une adhésion populaire autour du prochain président», soutenant qu'une participation massive à cette élection présidentielle, «est une affirmation de la démocratie et du pluralisme que connaît le pays». Selon M. Hassani Cherif, son programme électoral intitulé «Forsa» (Opportunité), tend à «construire une économie libre solidaire et sociale s'appuyant sur une répartition équitable de la richesse, tout en prenant en charge les problèmes de la jeunesse». Au volet social, le programme prévoit «la prise en charge de toutes les franges de la société», a-t-il précisé, outre «la révision des statuts des différentes catégories professionnelles». A travers son programme électoral, M. Hassani s'est également engagé à «améliorer la qualité de l'enseignement, de la santé et de la formation, en vue d'ériger le pays en puissance émergente aux niveaux régional et international. Evoquant la campagne électorale, le candidat du MSP a affirmé que cette dernière connaissait un «engouement populaire» grâce notamment aux efforts déployés par le parti à travers l'organisation de huit grands meetings, outre l'action de proximité quotidienne pour la sensibilisation à l'importance de ce scrutin. Par ailleurs, M. Hassani Cherif a indiqué que son programme plaide pour l'instauration d'un «système parlementaire en vue d'un équilibre entre les pouvoirs et d'un renforcement des mécanismes de contrôle sur le pouvoir exécutif». Sur le plan économique, le candidat Hassani Cherif estime que son programme permettra d'augmenter le produit intérieur brut (PIB), de porter le revenu par habitant et de réduire le taux de chômage, affirmant que sa vision pour l'avenir repose sur «un nouveau découpage administratif fondé sur la révision du code communal et de wilaya, l'élargissement des prérogatives des élus et l'augmentation du nombre de wilayas». Au plan international, le candidat du MSP a réitéré son soutien indéfectible aux causes palestinienne et sahraouie.

MUSTAPHA YAHY « Le RND soutient la candidature de M. Abdelmadjid Tebboune pour l'intérêt de l'Algérie»

Le Rassemblement national démocratique (RND) soutient le candidat indépendant à la présidentielle du 7 septembre, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'intérêt de l'Algérie et pour lui permettre de poursuivre ses réalisations à travers un programme ambitieux portant sur des projets d'envergure, a indiqué, mercredi à Bouira, le secrétaire général du RND, M. Mustapha Yahi. Dans un discours électoral tenu à la maison de la culture Ali Zaïmoum de la ville de Bouira, au 7ème jour de la campagne électorale, M. Yahi a précisé que le soutien de son parti à la candidature de M. Abdelmadjid Tebboune n'est pas fortuit, car, «il est l'auteur de plusieurs réalisations et acquis socio-économiques concrets durant son premier mandat, à l'instar de la prime de chômage ainsi que les augmentations salariales». A cet effet, l'orateur s'est longuement étalé sur les réalisations et les décisions prises par M. Abdelmadjid Tebboune durant le premier quinquennat afin de renforcer l'économie nationale à travers des «décisions courageuses», dont l'objectif est de «lutter contre la corruption, et de soutenir les entreprises, ainsi que les franges sociales vulnérables», a-t-il indiqué. Le secrétaire général du RND a, en outre, énuméré un certain nombre de projets initiés par M. Abdelmadjid Tebboune visant à diversifier l'économie nationale, à travers notamment des investissements agricoles lancés dans le sud du pays, et le projet de la voie ferrée devant relier Béchar, Adrar, Gara Djebilet. Le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune «est un homme qui a beaucoup réalisé malgré toutes les contraintes qu'il a eues durant son premier mandat, et il compte concrétiser plus de projets pour l'intérêt du pays comme la numérisation, ainsi que le renforcement du commerce intérieur et extérieur à travers la création de zones libre des pays voisins et en Afrique», a souligné M. Yahi.

TOUGGOURT

Ouverture d’une exposition-vente de fournitures scolaires

Une exposition-vente de fournitures scolaires a été ouverte mardi au centre commercial de la cité Emir Abdelkader à Touggourt, en prévision de la rentrée scolaire 2024/2025, ont indiqué les organisateurs. Ouverte par les autorités de la wilaya, cette manifestation commerciale, devant s’étaler jusqu’à la rentrée scolaire, regroupe de nombreux exposants, grossistes et détaillants, proposant une panoplie d’articles scolaires et supports pédagogiques à des prix concurrentiels et raisonnables. L’opération est organisée par les services du Commerce, en coordination avec la Chambre de commerce et d’industrie avec le concours de plusieurs opérateurs économiques, en vue de contribuer à la réussite de la rentrée scolaire, a fait savoir le directeur de wilaya du Commerce et de la Promotion des exportations, Mounir Aouiche. La direction de l’Education nationale de la wilaya s’emploie, en coordination avec les services du commerce, à l’ouverture d’autres points de vente d’articles scolaires à des prix étudiés, en vue de soutenir les parents et préserver leur pouvoir d’achat.

MILA

Plus de 1.900 foyers raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune d’Amira-Arrès

Pas moins de 1.905 foyers ont été raccordés, mardi, au réseau de distribution du gaz naturel dans la commune d’Amira-Arrès (nord de Mila), dans le cadre du programme de commémoration du double anniversaire de l’offensive du Nord-constantinois, le 20 août 1955, et du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956. Les foyers ayant bénéficié de cette mise en gaz, effectuée sous la supervision des autorités locales, sont répartis sur les localités de Bougherdaine (1.119 foyers) et le centre de l’agglomération d’Amira-Arrès (786). La zone de Bougherdaine a bénéficié du gaz naturel dans le cadre d’un projet global portant sur le raccordement de 2.059 foyers moyennant un investissement public de de 405,365 millions de dinars, selon les explications fournies par les responsables locaux du secteur de l’énergie qui ont précisé que le coût moyen par foyer raccordé avoisine les 197.000 dinars. Le coût moyen du raccordement par foyer est de l’ordre de 183.000 dinars dans l’agglomération d’Amira-Arrès, selon les mêmes responsables qui ont ajouté que les foyers raccordés font partie d’un projet en cours visant à mettre en gaz 1.052 foyers pour un montant de 193,231 millions de dinars. Le programme de commémoration du 20 août a également donné lieu, dans la wilaya de Mila, à l’inauguration de plusieurs équipements publics récemment réalisés dans différentes communes, entre autres, un groupe scolaire à Zeghaïa et un centre de proximité des impôts à Oued Enndja. Les autorités locales s’étaient auparavant recueillies à la mémoire des Chouhada devant la stèle des Martyrs de la commune de Chigara, avant d’honorer, dans la même collectivité locale, plusieurs membres de la famille révolutionnaire.

GHARDAÏA

Vaccination prochaine contre la dermatose nodulaire contagieuse bovine

Une opération de vaccination perifocale contre la dermatose nodulaire contagieuse bovine sera lancée prochainement dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris mardi auprès de l’inspection vétérinaire à la direction locale des Services agricoles (DSA).

L’opération touchera en priorité la vaccination du cheptel bovin circoscrit dans un site atteint avant de se propager aux sites mitoyens de la zone affectée, a expliqué Dr Ishak Ketila, médecin vétérinaire principal à la DSA. Et d’ajouter que sur instruction ministérielle, un premier quota de 1.000 doses a été alloué à la wilaya pour vacciner en premier lieu l’ensemble des vaches laitières entourant les foyers infectés et former "un mur immunitaire" limitant la propagation du virus, en attendant l’élargissement de la vaccination à l’ensemble des étables. Une quinzaine de foyers de dermatose nodulaire contagieuse bovine a été circonscrite dans les communes d’El-Atteuf, Daya Ben-Dahoua, Guerrara et Ghardaïa en juin dernier et les mesures sanitaire de lutte et de prévention pour contenir la maladie ont été prises par les services vétérinaires, en étroites collaboration avec les autorités communales et les éleveurs, a rassuré Dr Ketila. Parmi ces mesures, la

mise sous surveillance des exploitations d’élevage bovin et l’interdiction de déplacement des animaux, le chaulage, le nettoyage et la désinfection des exploitations (locaux, matériel, ...) ainsi que l’interdiction de rassemblement du bétail. Le dispositif de veille sanitaire et d’alerte des épizooties, notamment la dermatose nodulaire contagieuse bovine, est en vigueur dans l’ensemble des communes de la wilaya depuis l’apparition du premier cas au début du mois de juin dernier, a-t-on fait savoir. Ce dispositif de veille et de vigilance "actif", auquel sont associés les acteurs intervenant dans la lutte contre les épizooties, en particulier les services de l’agriculture et les vétérinaires, a été renforcé par la participation des agriculteurs, des éleveurs et les membres de la société civile, a précisé Dr Ketila. Des prospections quasi quotidiennes sont organisées par les services vétérinaires à travers les étables et écuries des éleveurs pour déceler les indices de cette pathologie extrême-

ment contagieuse qui touche les bovins, et ne constitue aucune menace directe pour l’homme, a-t-il expliqué. Une campagne de sensibilisation sur les mesures à prendre pour éviter la propagation de cette pathologie, ainsi qu’un recensement du cheptel, ont été lancés auprès des éleveurs de la wilaya, a-t-on indiqué à la DSA. La dermatose nodulaire contagieuse des bovins est une forme de variole à Pox virus transmise par des moustiques et se propage rapidement avec la pullulation des moustiques vecteurs et la dégradation de l’environnement. La pathologie entraîne des pertes économiques, notamment la réduction de la production du lait, des avortements et des troubles de la fertilité chez les bovins, selon la même source. Depuis le 18 juillet dernier, aucun cas de dermatose nodulaire contagieuse n’a été enregistré dans la wilaya de Ghardaïa qui compte près de 4.500 têtes bovines, signale Dr Ketila.

BLIDA

500 nouvelles aides à l’habitat rural pour la wilaya

Cinq cents (500) nouvelles aides à l’habitat rural ont été affectées à la wilaya de Blida qui va bientôt entamer leur distribution au profit des demandeurs de cette formule de logement visant à alléger la pression sur les autres formules d’habitat, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale du logement. Ce nouveau quota d’aides à l’habitat rural a été affecté à la wilaya dans le cadre de la mise en œuvre du programme du logement rural, a

indiqué la directrice du secteur, Mounia Berrah. Elle a précisé que les services compétents "vont commencer dans les prochains jours à convoquer les citoyens éligibles à cette formule de logement parmi ceux ayant introduit des demandes dans ce sens, en vue de compléter leur dossier en perspective de l’octroi de ces aides financières qui leur permettront de construire un logement décent". Près de 1000 aides à la construction rurale ont été accordées à

Blida depuis le début de l’année dernière à ce jour, a précisé la même responsable. Mme Berrah a, par ailleurs, souligné le lancement des procédures de sélection des assiettes d’implantation du nouveau quota de logements AADL, affecté dans sa totalité à la région Est de Blida, en raison du déficit en foncier constructible accusé par la wilaya. Cette situation a contraint les services concernés de la wilaya à déplacer tous les projets d’habitat vers la partie Est

de Blida, qui connaît actuellement la création de nouveaux pôles urbains, dotés de divers équipements publics vitaux, dont des établissements éducatifs, sanitaires et autres structures administratives. La directrice du logement a cité en exemple les nouveaux pôles urbain de "Sidi Serhane", sur les hauteurs de la nouvelle ville de Bouinane, "Sefsaf " et "Haouch Errih" à Meftah (extrême-Est), comptant des dizaines de milliers d’unités de logements.

SIDI BEL ABBES

Réception prochaine du projet d’aménagement du parc de loisirs du lac Sidi M’hamed Benali

Le projet d’aménagement du parc de loisirs du lac de Sidi M’hamed Benali, dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, dont le taux d’avancement des travaux est estimé à 98%, sera réceptionné, prochainement, a-t-on appris, mardi, des services de la wilaya. Selon la cellule de communication de la wilaya, le premier responsable de l’Exécutif de la wilaya, Samir Chibani, a inspecté, lundi, en compagnie des responsables concernés, le chantier d’aménagement de cette future infrastructure de loisirs et de détente où il s’est enquis de l’avancement des travaux de réalisation des locaux commerciaux, des pistes cyclables, des trottoirs, ainsi que des parkings, dont "les travaux affichent un taux d’avancement estimé à 98%". L’ensemble des ces structures "sera réceptionné prochaine-

ment" a fait savoir la même source, ajoutant que les locaux seront proposés à la location et les surfaces destinées à l’investissement seront délimitées et proposées à cet effet. La même source a indiqué que le wali a entamé sa visite en inspectant la partie donnant accès à ce parc, ainsi que le parking, où il a reçu des explications sur les travaux qui y sont exécutés, avant de s’enquérir de la situation des locaux qui ont fait l’objet de rénovation et d’aménagement. Sur place, M. Chibani a instruit les responsables concernés d’accélérer la cadence des travaux et de veiller à la réalisation des espaces verts à proximité de ces entités commerciales, dès l’achèvement des procédures administratives inhérentes à leur location. Par ailleurs, lors de sa visite d’inspection des espaces destinés à

abriter des aires et des infrastructures de détente et de loisirs sur plus de 4 hectares, devant être réalisées par des opérateurs privés, le wali a insisté sur l’importance de les concrétiser conformément "aux normes internationales", et ce au vu de la position stratégique du lac et de la forte affluence des visiteurs de la wilaya et des autres régions du pays. "M. Chibani a visité d’autres points au niveau du parc urbain destiné à abriter des restaurants, des cafétérias et des aires de jeux, appelés à être une destination privilégiée des visiteurs et des familles de la région, instruisant les services concernés à accélérer les procédures administratives et l’élaboration des cahiers des charges, avant de les proposer aux investisseurs potentiels.

Les défis des BRICS et la crise des institutions financières internationales

Il est désormais largement admis que les institutions de l'économie mondiale sont, à un degré ou à un autre, en crise. A différents niveaux, qu'il s'agisse du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC, ces institutions ont des difficultés croissantes à s'adapter à un monde en évolution rapide et à une situation géopolitique instable.

2^e partie

Par Jacques Sapir ^(*)

La crise du COVID-19, qui est désormais considérée comme l'un des signaux d'alarme les plus évidents du point de vue de la survie du multilatéralisme, n'a fait qu'ajouter à cette pression[36]; les pays riches canalisant leurs ressources et leur attention vers l'intérieur plutôt que d'afficher une volonté particulière de lutter contre la pandémie à l'extérieur de leurs frontières. En fait, la Banque mondiale a du mal à trouver une réponse à la remise en cause de sa légitimité et à la crise de non-pertinence qui la hantent depuis des années. De toute évidence, la Nouvelle Banque de Développement (NDB) des BRICS pourrait être l'un des acteurs possibles pour contester la suprématie de la Banque Mondiale. Ensuite, il y a aussi l'OMC qui est arrivée au bout de son potentiel comme on l'a vu avec l'échec du « Cycle de Doha ». Au moment de sa création en 1995[40], deux des principales fonctions de l'Organisation mondiale du commerce étaient de « fournir un forum de négociation entre ses membres concernant leurs relations commerciales multilatérales » et « d'administrer le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends des disputes ». Cette dernière fonction a été assurée par l'Organe de règlement des différends (ORD), décrit comme le « joyau de la couronne » et le « pilier central du système commercial multilatéral ». Mais très vite, les pays dits « en développement » ou « émergents » ont de plus en plus eu le sentiment qu'ils étaient les perdants du Cycle de l'Uruguay, qu'ils avaient obtenu un mauvais accord et qu'ils avaient dû donner beaucoup pour une récompense trompeuse. Par exemple, ils se sont vite rendu compte que l'accord sur l'agriculture et l'accord sur le textile et l'habillement étaient loin de leur donner accès au marché des pays développés, ce qui était d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles ils ont adhéré à l'OMC. La tentative de lancement du « Cycle de Doha » s'est donc soldée par un échec cinglant. Dans l'ensemble, les négociations ont été si conflictuelles et si infructueuses qu'il est désormais courant de parler de la « mort du cycle de Doha ». En réponse, de plus en plus d'États se sont tournés vers des partenariats économiques bilatéraux et régionaux. La conclusion récente de tels accords, également appelés « accords de nouvelles générations », comme l'Accord de partenariat transpacifique ou le malheureux CETA ou Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada,

ainsi que la longue Les négociations durables sur le Partenariat économique régional global mené par la Chine et incluant 16 États d'Asie et d'Océanie, sont probablement les meilleurs exemples de cette tendance. Il est désormais clair que les institutions de l'économie mondiale sont en crise, qu'elle soit ouverte ou latente. C'est, à la fois, le produit de la crise du « Consensus de Washington » auquel le FMI et la Banque Mondiale ont été associés, le résultat d'un changement radical dans l'équilibre des pouvoirs économiques depuis les années 1990, de réformes prolongées ou trop tardives et de l'émergence d'un nouvel acteur collectif, les BRICS. Cet acteur est désormais suffisamment puissant pour apporter des changements importants dans la structure de gouvernance de l'économie mondiale. Dans la lutte pour une réforme radicale des institutions économiques mondiales, elle pourrait demander soit une plus grande part des institutions existantes, soit un changement complet des règles et normes définissant ces institutions. En fait, les deux directions provoquent une crise majeure des institutions existantes. Mais une crise ne se termine pas d'elle-même. En effet, l'effondrement des institutions datant de la période de domination de « l'Occident collectif » ne sera pas complet tant que de nouvelles institutions ne seront pas créées pour remplacer les anciennes. En fait, ce que nous appelons une « crise » est le laps de temps qui s'écoule entre l'incapacité des anciennes institutions à jouer leur rôle habituel et l'émergence de nouvelles institutions qui pourraient les remplacer. Il faut ensuite se pencher sur les schémas possibles de création institutionnelle, et notamment sur le cas de la Nouvelle Banque de Développement.

Des BRIC aux BRICS+ : deux décennies de progrès

L'émergence des BRIC, puis des BRICS+ a été très certainement l'événement le plus important de ces vingt dernières années. L'adhésion de 5 nouveau pays en 2023, et les probables adhésions dans les prochaines années, montrent le dynamisme et le pouvoir d'attraction de cette organisation. Nous devons donc examiner les progrès des BRICS au cours des 15 dernières années pour comprendre les courants sous-jacents qui ont mis à rude épreuve les institutions de l'économie mondiale. L'acronyme BRIC – Brésil, Russie, Inde, Chine – a été introduit dans notre langage populaire par Jim O'Neill, économiste chez Goldman Sachs il y a vingt ans. Son article analysait la crois-

sance économique spectaculaire que ce groupe de pays allait connaître, ainsi que les implications de ces tendances futures pour l'économie politique internationale. Un processus qui a débuté en 2006 aux côtés de l'Assemblée générale de l'ONU et a été institutionnalisé en 2009 lors de la première réunion à Ekaterinbourg. Mais, au cours de ces trois années fatidiques, le monde a été confronté à une crise financière majeure, dite « crise des subprimes », que ni les États-Unis ni le FMI n'ont pu gérer ni même contrôler. Rétrospectivement, il est clair que cela a suscité la volonté des quatre pays d'essayer d'organiser un meilleur système de gouvernance de la monnaie et du commerce. En 2011, l'Afrique du Sud a rejoint ce groupe de pays en tant que pays le plus performant économiquement dans les pays du Sud, amenant les BRIC aux BRICS. Avec cet ajout, les pays BRICS représentaient 26% de la masse continentale mondiale et un total du PIB mondial (en PPA) passant de 25,6% en 2009 à 32,2% fin 2023. L'affirmation que les BRICS représentent les intérêts de la « majorité mondiale » gagne en crédibilité. La création des BRIC, puis BRICS, a été accueillie à la fois avec un certain scepticisme et un enthousiasme prudent suivant les opinions des différents auteurs, étant diversement décrite comme une sorte d'« association lâche », de « village Potemkine » pour certains, ou de « club de coïncidences d'intérêt ». Cependant, avec le temps, ce groupe a considérablement gagné en influence. Il s'agit sans aucun doute de pays ayant des aspirations économiques communes et des idées similaires sur le type de multilatéralisme et les changements dans l'économie politique mondiale qui seraient nécessaires pour y parvenir. Ce sont ces aspirations économiques sous-jacentes qui ont servi à revigorer les flux de capitaux au sein et entre les pays des BRICS dans un contexte de vide financier dans un monde post-crise financière. En fait, les BRICS se sont développés, attirant de plus en plus de pays. En 2023, lors du 15^e sommet, l'organisation décide d'admettre 6 nouveaux pays. Même si seulement cinq de ces pays ont accepté (pour des raisons politiques, l'Argentine a décliné l'invitation), les BRICS se sont transformés en BRICS+ au 1^{er} janvier 2024 avec un PIB commun (en PPA) de 36,2 %. Les BRICS sont devenus l'égal du G7, et les BRICS+ ont réduit l'écart avec ce que l'on peut aujourd'hui appeler « l'Occident collectif ». L'adhésion de l'Arabie saoudite et de l'Iran a naturellement une signification politique, mais aussi commerciale importante.

Entre-temps, il était clair que la « mondialisation » était entrée dans une crise profonde[58], une crise qui a été reconnue même dans les organisations de Bretton Woods. Carmen Reinhart, l'économiste en chef de la Banque mondiale, est allée jusqu'à dire que la pandémie de COVID-19 était le « ... dernier clou dans le cercueil de la mondialisation ». Les BRICS sont alors devenus un bloc ambitieux avec sa propre dynamique interne qui organisait des sommets annuels, avait des ambitions diplomatiques, s'engageait dans des projets d'infrastructures à grande échelle à l'intérieur de leurs frontières nationales ainsi que dans des projets transnationaux dans leurs régions. Les BRICS ont déployé leur puissance économique en créant une nouvelle institution de prêt – la Nouvelle Banque de Développement qui a admis les pays non encore membres des BRICS – et en remettant en question l'hégémonie des pays européens et nord-américains dans la finance internationale. Cette création a été très importante. Il s'agit de la première création institutionnelle dans ce domaine extrêmement sensible non générée par les pays occidentaux. De toute évidence, les aspirations économiques sous-jacentes des BRICS portaient en elles la remise en question, voire le remplacement, des institutions de Bretton Woods. La NBD a servi à revigorer les flux de capitaux au sein et entre les pays des BRICS dans un contexte de vide financier dans un monde post-crise financière. En 2017, près d'une décennie après la crise financière de 2008, les BRICS représentaient 19 % des flux d'investissement mondiaux. Une grande partie de ces flux financiers a été canalisée vers des projets d'infrastructures à forte intensité de capital. Le rôle régional des BRICS est désormais évident et il s'étend lentement vers un rôle mondial. Les pays des BRICS ont toutefois connu une transformation radicale de leur structure politico-économique depuis les années 1990. Un dénominateur commun entre les expériences hétérogènes de développement économique de ces pays et leur position de pays économiquement performants a été la façon dont l'État a activement pris des mesures politiques pour mobiliser les ressources, les politiques commerciales, les marchés publics, la promotion de la demande publique et la fourniture d'un soutien financier. Le rôle de l'État dans le développement économique a pris différentes formes dans les pays qui composent les BRICS, mais il a été, et reste, incontestablement important.

(A suivre)

MAURITANIE

L'assistance financière américaine ont atteint en 2024 sept millions de dollars

L'ambassade des Etats-Unis a révélé que le Bureau de l'assistance humanitaire de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a fourni une assistance financière de 7 millions de dollars à la Mauritanie jusqu'en 2024. « Investir dans l'assistance humanitaire pour les populations vulnérables s'inscrit dans la politique étrangère des États-Unis et contribue à la santé publique, au progrès économique et à la capacité de la Mauritanie à relever les défis régionaux et mondiaux », a déclaré l'ambassade dans un communiqué. L'ambassade a déclaré que les États-Unis sont fiers d'être le plus grand donateur humanitaire en Afrique et a remercié les personnes, le personnel, les partenaires et autres qui travaillent dur chaque jour pour aider les personnes vulnérables dans le monde entier. Il y a une semaine, la sous-secrétaire d'État à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'homme, Ezra Zia, a annoncé un financement humanitaire de près de 536 millions de dollars pour l'Afrique, dont plus de 184 000 dollars pour la seule Mauritanie. Elle a souligné que les États-Unis s'engageaient à poursuivre leur partenariat avec l'Afrique en fournissant une assistance et une protection essentielles aux populations vulnérables et aux communautés d'accueil.

L'ÉCONOMIE TUNISIENNE AU 1ER SEMESTRE 2024

Résiliente malgré les défis

Au premier semestre 2024, l'économie tunisienne présente un tableau contrasté, marqué par des signes de croissance modeste mais aussi des défis persistants.

L'examen des principaux indicateurs économiques qui ont caractérisé cette période, offre une analyse des dynamiques en cours et des perspectives pour le reste de l'année en cours.

Croissance du PIB : une reprise timide

La Tunisie a enregistré une croissance économique de 1% au deuxième trimestre 2024 et une croissance cumulative de 0,6% au premier semestre. Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS) relatives à l'évolution trimestrielle de la croissance économique au deuxième trimestre 2024, l'économie tunisienne a enregistré une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) en volume corrigé des variations saisonnières de 1% sur un an.

Ce résultat est en amélioration par rapport au premier trimestre de l'année, où la croissance annuelle était de 0,3% et comparé au premier trimestre de 2024, le PIB a progressé de 0,2% en glissement trimestriel.

Marché du travail : une légère amélioration

Le taux de chômage en Tunisie a enregistré une légère baisse au cours du deuxième trimestre de 2024 de 0,2% par rapport aux statistiques enregistrées au premier trimestre, selon les statistiques de l'INS.

L'INS a évalué le taux de chômage au deuxième trimestre de cette année à 16%, contre 16,2% au premier trimestre de la même année. Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a cependant augmenté au cours du deuxième trimestre 2024 pour atteindre 41%, contre 39,2% au cours du premier trimestre de la même année.

Inflation : une stabilisation bienvenue

Le taux d'inflation s'est replié à 7% fin juillet écoulé contre 7,3% au mois de juin. Ce recul de l'inflation, malgré la hausse mensuelle, est dû à la décélération du rythme d'augmentation des prix entre juillet et juin de cette année comparé à la même période de l'année dernière.

Grace à une politique monétaire stricte, la Banque Centrale de Tunisie (BCT) a pu stabiliser l'inflation. Cette politique marquée par la maîtrise des taux d'intérêt vise à limiter l'inflation, qui a

atteint des niveaux préoccupants ces dernières années.

Investissements en baisse

Les investissements industriels déclarés à l'APII au cours du premier semestre de 2024, ont totalisé 1,05 milliards de dinars contre 1,41 milliards de dinars la même période de l'an dernier et contre la moyenne des 5 dernières années soit 1,38 MD et ce, malgré un plus grand nombre de projets 1686 contre 1644 au premier semestre 2023.

L'essentiel des projets déclarés à l'APII concerne des investissements de renouvellement et/ou d'extension des équipements installés. En effet, la part des « créations » a chuté : 35,9% du total des déclarations contre 56,0% au 1er semestre 2023 et 48,4% en moyenne des années 2019-2023.

Commerce extérieur : une amélioration du déficit

À la fin de juillet 2024, le déficit commercial de la Tunisie a diminué pour atteindre 9 633,3 millions de dinars (MD), contre 10 225,8 MD un an plus tôt. Le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté à 79,4 %, en hausse de 1,4 point par rapport à l'année précédente. Entre janvier et juillet 2024, les exportations ont augmenté de 2,4 %, atteignant 37 034,9 MD, tandis que les importations ont crû de 0,6 %, totalisant 46 668,2 MD. Cette évolution positive du commerce extérieur pourrait contribuer à réduire les pressions sur les réserves de change du pays.

Politique monétaire et Taux de change

La politique monétaire de la Tunisie au 2e semestre 2024 se caractérise par une certaine stabilité, avec un taux d'intérêt sur le marché monétaire maintenu à 7,97% en juin 2024. La décision de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) de maintenir le taux directeur à 8% vise à préserver la valeur du dinar et à lutter contre l'inflation, tout en soutenant la croissance économique. Cependant, le taux de change du dinar tunisien connaît une évolution contrastée. Au début de l'année 2024, le dinar tunisien s'échangeait à un taux moyen de 3,38124 TND pour 1 euro. Cette valeur, relativement stable, a

connue des fluctuations modérées tout au long du semestre. Le taux a oscillé entre 3,349 TND et 3,400 TND, pour finalement se stabiliser autour de 3,3609 TND fin juin. Cette évolution témoigne d'une certaine résilience de la monnaie tunisienne face au dispositif européen. Par rapport au dollar américain, le dinar tunisien a affiché une tendance comparable. Partant d'un taux d'environ 3,083 TND pour 1 USD en janvier, il a fluctué pour atteindre environ 3,10 TND en juin. Cette relative stabilité face aux deux principales initiatives internationales suggère une gestion maîtrisée de la politique monétaire tunisienne.

Marché boursier : un optimisme mesuré

Dans un contexte économique mondial en constante évolution, la Bourse de Tunis a démontré une résilience notable au cours du premier semestre 2024.

Le Tunindex, principal baromètre de la place tunisienne, a tracé une trajectoire sinueuse mais globalement ascendante, reflétant les complexités de l'environnement économique national et international.

Débutant l'année à 9884,12 points, le Tunindex a terminé le semestre aux alentours de 9850 points, marquant une légère baisse mais conservant une tendance haussière sur l'ensemble de la période.

Cette performance, bien que modeste, témoigne de la capacité du marché tunisien à résister aux pressions économiques diverses et reflète un certain optimisme parmi les investisseurs, mais doit être interprétée avec prudence compte tenu des défis économiques sous-jacents.

Prévisions globales pour le 2e semestre 2024

Les prévisions économiques pour la Tunisie au second semestre de 2024 seront marquées par une croissance modeste estimée à 2,4%, selon la Banque mondiale. Cette croissance dépendra de plusieurs facteurs, notamment l'amélioration des conditions climatiques et l'efficacité dans la mise en œuvre des réformes nécessaires. Pour soutenir cette dynamique, il sera crucial de stimuler l'investissement, la consommation et les exportations, des éléments essentiels pour revitaliser l'économie tunisienne.

ARABIE SAOUDITE

ACWA Power met en service une centrale solaire photovoltaïque de 700 MW

Le géant saoudien de l'énergie ACWA Power a mis en service le projet solaire photovoltaïque Al-Rassl de 700 mégawatts, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs du Royaume en matière d'énergie renouvelable. La centrale a commencé à produire de l'électricité après avoir reçu un certificat d'exploitation commerciale de la part de son fournisseur, a déclaré la société sur Tadawul. En 2022, ACWA Power a signé un accord d'achat d'électricité pour développer le projet dans la province d'Al-Qassim, indiquant qu'une fois pleinement opérationnelle, la centrale produirait suffisamment d'énergie pour alimenter environ 132 000 foyers dans le centre de l'Arabie saoudite. Le projet met en lumière le rôle crois-

sant du Royaume dans le secteur mondial des énergies renouvelables, qui vise à produire 130 gigawatts d'énergie verte d'ici à 2030. L'Arabie saoudite investit massivement dans la diversification de ses sources d'énergie afin de réduire les émissions de carbone et de promouvoir le développement durable, l'objectif étant que les énergies renouvelables fournissent au moins 50 % de son électricité d'ici à la fin de la décennie. ACWA Power, qui détient une participation de 40,1 % dans AlRass Renewable Energy Co. a indiqué que l'impact financier de la centrale se fera sentir au cours du second semestre de cette année. Les autres participations sont détenues par Badeel, une filiale du Fonds d'investissement public, et par la State Power Investment Corp. de Chine, avec respec-

tivement 20 % et 39,9 %. ACWA Power fait partie des entreprises qui mènent la transition écologique du Royaume et qui se développent à l'échelle mondiale, en ciblant les économies à forte croissance. L'entreprise prévoit de lever 7,13 milliards de riyals saoudiens (1,9 milliard de dollars ; 1 dollar = 0,91 euro) de capitaux afin de tripler ses actifs sous gestion d'ici à 2030, soutenant ainsi sa croissance et sa stabilité financière. Au début du mois d'août, le géant des services publics a déclaré un bénéfice net de 926,8 millions de francs suisses pour le premier semestre de cette année, soit une augmentation de 35,5 % par rapport à la même période l'année dernière. L'entreprise a attribué ce bénéfice à l'augmentation des revenus, à une part plus importante des bénéfices des socié-

tés mises en équivalence et à l'augmentation des revenus financiers. Son revenu total a connu une augmentation marginale de 2,6 % en glissement annuel au cours des six premiers mois de 2024, atteignant 2,81 milliards de riyals saoudiens. ACWA Power renforce son portefeuille de projets avec plusieurs actifs clés désormais opérationnels, a déclaré la société après l'annonce de ses résultats semestriels au début du mois. La centrale photovoltaïque Sudair de 1 500 MW en Arabie saoudite, la centrale photovoltaïque Kom Ombo de 200 MW en Égypte et l'usine de dessalement Al-Taweelah de 909 000 mètres cubes par jour dans les Émirats arabes unis fonctionnent toutes à pleine capacité, a ajouté l'entreprise.

LE FRANC CFA S'ENVOLE

+114,1% face aux monnaies ouest-africaines en six mois

Comparativement au premier semestre 2023, le FCFA dans la zone UEMOA a vu sa valeur augmenter par rapport à celle des cinq autres monnaies de la CEDEAO. Cependant, en glissement mensuel, la monnaie commune à huit pays a connu des épisodes de dépréciation notamment face au naira.

En moyenne, le franc CFA s'est renforcé de 114,1% par rapport aux autres monnaies d'Afrique de l'Ouest au cours des six premiers mois de 2024, par rapport à la même période l'année précédente. C'est ce qu'a constaté l'Agence Ecofin à partir d'une compilation des données publiées par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Selon les chiffres de l'institution, la monnaie commune aux huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a particulièrement performé par rapport aux monnaies du Nigeria et du Ghana, qui sont respectivement les première et troisième plus grandes économies de la CEDEAO en termes de PIB. Face au naira, le FCFA a ainsi enregistré une progression moyenne de 221,8% alors que face au cedi, cette hausse s'est affichée à 20,8%. Cette performance s'inscrit dans un contexte où les économies nigériane et ghanéenne, qui

sont les plus importantes de la CEDEAO avec celle de la Côte d'Ivoire, traversent une crise depuis plusieurs années. Entre août 2023 et août 2024, le cedi a ainsi perdu 27,9% de sa valeur face au dollar, alors que le naira a perdu 53% de sa valeur face à la devise américaine sur la même période, selon la plateforme Xe Converter. Malgré la forte appréciation constatée en glissement annuel, il faut souligner que les six premiers mois de 2024 ont également été marqués par des épisodes de dépréciation du FCFA notamment face au naira, en glissement mensuel. Ainsi, par rapport à décembre 2023, la monnaie de l'UEMOA avait perdu 3,8% de sa valeur face à la monnaie nigériane en janvier 2024. En avril 2024, cette dépréciation était de 19,1% par rapport au mois de mars 2024, alors que le pays le plus peuplé d'Afrique est en pleine réforme économique et monétaire. Pour rappel, le Nigeria et le Ghana sont les

principaux partenaires extérieurs de l'UEMOA au sein de la CEDEAO, Abuja étant même le premier marché d'exportation et d'importation de biens de l'Union sur tout le continent, selon les statistiques de la BCEAO. Ainsi, une dépréciation du naira augmente le coût des importations pour les entreprises nigérianes, réduisant ainsi la demande pour les produits de l'UEMOA. En revanche, elle rend les produits nigériens plus attractifs pour les importateurs de l'Union. A l'inverse, une appréciation du naira rend les produits nigériens, comme l'essence de contrebande au Bénin, plus coûteux dans l'UEMOA. Notons que le FCFA, porté notamment par une croissance solide des économies de l'UEMOA, ainsi que par sa parité fixe avec l'euro, a également performé sur le marché international. Entre août 2023 et août 2024, la monnaie s'est appréciée de 1,44% par rapport au dollar américain et de 0,13% par rapport au yuan chinois, selon Xe Converter.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

22% des médicaments sont contrefaits

Ces médicaments représentent un problème de santé publique dans les pays en développement. Ils peuvent être dangereux pour les patients et ne pas traiter les maladies qu'ils ciblent. Environ 22% des médicaments vendus en Afrique subsaharienne sont de qualité inférieure ou falsifiés, selon un rapport publié en juillet dernier par l'éditeur britannique de revues scientifiques et académiques Taylor & Francis Group. Intitulé « Prevalence of substandard, falsified, unlicensed and unregistered medicine and its associated factors in Africa : A systematic review », ce rapport a été élaboré par des chercheurs de l'Université de Bahir Dar qui ont analysé et compilé 27 études me-

nées sur ce thème à l'échelle nationale dans plusieurs pays de la région entre avril 2014 et mars 2024. Leurs travaux ont montré que sur les 7508 échantillons de médicaments couverts, 1639 avaient échoué à au moins un test de qualité et s'étaient avérés inférieurs aux normes ou falsifiés. La prévalence la plus faible des médicaments de qualité inférieure ou falsifiés a été rapportée au Gabon (0,5 %), tandis que la prévalence la plus élevée a été rapportée au Malawi (88,4 %), suivi du Ghana et du Togo (75%). Le rapport révèle par ailleurs que les antibiotiques, les antipaludéens, les anthelminthiques et les antiprotosoaires sont les médicaments de qualité inférieure et falsifiés les plus

fréquemment signalés. La forte prévalence de ce genre de médicaments au Sud du Sahara s'explique essentiellement par la faible régulation du marché de la distribution des produits médicaux, le développement du libre-échange, l'enregistrement insuffisant, la forte demande et les normes d'importation médiocres. Responsable de la recherche à Access to Medicine Foundation, un organisme à but non lucratif basé à Amsterdam, Claudia Martínez, a qualifié ces résultats de problème majeur de santé publique. « Si les patients reçoivent des médicaments de qualité inférieure ou carrément falsifiés, cela peut entraîner l'échec de leur traitement, voire des décès qui auraient pu être évités », a-t-elle

déclaré. Selon des données publiées en 2023 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le coût humain des médicaments falsifiés et de qualité inférieure s'élèverait à 500 000 décès par an en Afrique subsaharienne. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) définit les médicaments falsifiés comme ceux dont l'identité, la composition ou la source est représentée de façon trompeuse, que ce soit délibérément ou frauduleusement. Les médicaments de qualité inférieure présentent, quant à eux, des défauts comme le sous-dosage, le surdosage ou encore l'instabilité de la substance active.

TANZANIE

Une nouvelle infrastructure de stockage de grains lancée à Manyara

En Afrique subsaharienne, les pertes post-récolte concernent chaque année environ 20 % de la production céréalière. Deuxième producteur de céréales en Afrique de l'Est derrière l'Éthiopie, la Tanzanie multiplie les investissements pour renforcer ses infrastructures de stockage. En Tanzanie, l'Agence nationale des réserves alimentaires (NFRA) vient de mettre en service un complexe de

stockage de grains dans le district de Babati, basé dans la région de Manyara, rapporte le média local IPPmedia, le 19 août. Cette nouvelle installation a mobilisé un investissement total de 18 milliards de shillings (6,6 millions \$). Elle est composée de 8 silos modernes d'une capacité totale de 27 400 tonnes de grains. L'infrastructure sera consacrée à 5 cultures agricoles prioritaires, à savoir le maïs, le tournesol, l'orge,

le soja et le sorgho. « Ce complexe est également doté d'une gamme d'équipements numériques conçus pour les différentes étapes du traitement des récoltes. Il s'agit notamment de machines pour la collecte des grains, de nettoyeurs, de séchoirs, ainsi que d'installations d'emballage », a déclaré Efraim January, directeur du complexe. Selon la NFRA ce nouvel investissement vise à améliorer et à augmenter la capacité de traite-

ment et de stockage des grains produits en Tanzanie. Il convient de noter qu'en juillet dernier, l'agence nationale avait déjà lancé un centre de stockage de 23 000 tonnes de grains dans la région de Katavi. En Tanzanie, la production céréalière s'élève à plus de 11 millions de tonnes par an, d'après les données de la FAO. Le maïs et le riz sont les principales céréales cultivées dans le pays.

NIGÉRIA/GUINÉE ÉQUATORIALE

Un projet de gazoduc officialisé

Le Nigéria a signé en mars 2022, un memorandum d'accord qui prévoit la livraison via pipeline, de gaz naturel nigérian au complexe gazier de Punta Europa, sur l'île de Bioko en Guinée équatoriale. Vendredi 16 août, le Nigéria et la Guinée équatoriale ont signé un accord pour la construction d'un gazoduc entre les deux pays dans le cadre de l'initiative équato-guinéenne Gas Mega Hub (GMH). L'information a été annoncée en marge d'une visite officielle du président nigérian

Bola Tinubu en Guinée équatoriale. Le projet vise à optimiser les capacités du complexe gazier de Punta Europa, constitué d'une usine de production de gaz de pétrole liquéfié (GPL), d'une usine de production de méthanol et d'une unité de liquéfaction de gaz naturel, installé sur l'île de Bioko. L'accord entre les deux pays prévoit notamment la construction de l'infrastructure et l'approvisionnement de l'usine de GNL avec des volumes de gaz nigérian. À terme, le gaz sera vendu aux compa-

gnies d'électricité et aux utilisateurs industriels. « En nous associant au Nigéria, nous renforçons non seulement la coopération bilatérale, mais aussi la collaboration régionale afin de garantir un approvisionnement sûr et fiable en gaz pour notre installation de GNL à Punta Europa pour les années à venir », a déclaré Antonio Oburu Ondo, le ministre des Mines et des Hydrocarbures de la Guinée équatoriale, lors de la signature de l'accord. La Guinée équatoriale souhaite notamment diversifier les

sources d'approvisionnement de l'usine de GNL de Punta Europa. Ceci, alors que Marathon et Chevron, deux sociétés actives dans le pays, ont signé un accord pour avancer les prochaines étapes du projet GMH. En l'occurrence, une deuxième phase qui couvre notamment l'exploitation et le traitement sous de nouvelles conditions contractuelles du gaz issu du champ Alba, opéré par Marathon et une troisième étape axée sur l'exploitation du gaz du champ Aseng de Chevron.

PRODUITS VIVRIERS

Embellie projetée dans la production au Cameroun à fin septembre 2024, malgré la cherté des engrais

Selon le test prévisionnel de conjoncture publié chaque trimestre par la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), la production vivrière au Cameroun devrait évoluer à la hausse au cours du 3e trimestre 2024. Cette embellie annoncée, apprend-on, est consécutive à « l'intensification de la campagne agricole » au cours de la période sous revue, le 3e trimestre correspondant « au début des récoltes et à la récolte des cultures précoces ».

Cependant, apprend-on du document de la banque centrale des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), en dépit de cette « évolution notable », la production vivrières au Cameroun entre juillet et septembre 2024 devrait être ralentie « par la rareté et la cherté des engrais ». En raison visiblement de la persistance du conflit entre l'Ukraine et la Russie, ce dernier pays étant l'un des principaux fournisseurs de cet intrant agricole au Cameroun. Pour rappel, le test prévisionnel de conjoncture, publié chaque trimestre par la Beac, est un document de nature prospective, basé sur les enquêtes réalisées auprès des chefs d'entreprises, responsables d'administrations et autres acteurs clés des différentes filières et secteurs d'activité de la Cemac. Il présente les anticipations de ces acteurs sur l'évolution prévisible de l'activité économique sur le prochain trimestre, ainsi que les principaux facteurs explicatifs.

BOURSE ZURICH

Hésitations et prudence avant Jackson Hole

La Bourse suisse hésitait sur la direction à prendre mercredi à l'approche de la mi-journée, tout comme les principales places boursières européennes. La tension était palpable avant que ne démarre jeudi le symposium des banquiers centraux à Jackson Hole. En Suisse, plusieurs sociétés du marché élargi ont présenté leur performance semestrielle.

Les marchés restent relativement calmes pour l'instant, mais cela changera sûrement à l'approche du week-end, avec la publication des dernières Minutes du FOMC et, vendredi, le discours de Jerome Powell au symposium de Jackson Hole", souligne Ricardo Evangelista, analyste chez Activ-Trades. "Le président de la Fed devrait répondre aux inquiétudes concernant le ralentissement de l'économie américaine, en particulier sur le marché du travail, et les progrès réalisés dans la maîtrise de l'inflation", poursuit-il. Alors que le marché s'attend à une première baisse des taux directeurs par la Fed en septembre, "ces développements pourraient entraîner une nouvelle baisse des rendements des bons du Trésor et un affaiblissement du dollar, ouvrant la voie à de nouveaux sommets pour les prix de l'or", explique l'analyste. A 11h08, le SMI lâchait 0,08% à 12'2355,65 points, le SLI perdait 0,11% à 1988,19 points et le SPI reculait de 0,02% à 16'285,71 points. Seize titres se hissaient dans le vert, 10 dans le rouge et quatre (Swisscom, ABB, Swatch et

Straumann) étaient stables. Lanterne rouge provisoire, Alcon (-3,1%) reculait après ses résultats au deuxième trimestre publiés mardi soir. Le géant des soins ophtalmiques et des implants oculaires a pourtant amélioré ses recettes et la rentabilité au deuxième trimestre. Le groupe a confirmé ses prévisions financières pour l'ensemble de l'année. Lonza (-1,2%) et Sonova (-1,1%) complétaient le trio des infortunés. Le spécialiste des appareils auditifs subissait le contre-coup de l'abaissement de son objectif de cours par Morgan Stanley. Roche (bon de jouissance -0,2%, porteur +0,1%), Novartis (+0,1%) ne faisaient pas de vague tandis que le troisième poids lourd Nestlé (+0,3%), progressait. Le podium provisoire se composait de SGS et Sika (chacun +0,6%) ainsi que VAT Group (+0,5%). Sur le marché élargi, pléthore de sociétés ont présenté leurs chiffres à mi-parcours. BKW (+2,6%) a relevé son objectif de résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (Ebit) pour

l'année en cours à l'issue du premier semestre. Implenia (+3,0%) réagissait positivement à l'annonce de l'arrivée d'un nouveau patron en 2025 et après sa performance au premier semestre. Sensirion (+3,3%) en faisait de même, à l'issue d'un semestre marqué par la croissance des recettes, mais clôturé sur une perte. Softwareone (-4,6%) a décidé de raboter ses ambitions de croissance pour 2024, en raison d'incertitudes conjoncturelles. Les chiffres semestriels se sont révélés dans le bas de la fourchette des prévisions du marché. Aluflexpack (+0,3%), Epic Suisse (non traité),

Feintool (-1,5%) ainsi que Novavest (+0,6%) ont également levé le voile sur leur performance semestrielle. Basilea (+3,9%) a annoncé un versement d'étape de son partenaire de distribution Pfizer, à hauteur de 1,25 million de dollars, suite au franchissement d'un jalon sur les ventes de son antifongique Cresemba (isavuconazole) en zone Asie-Pacifique et Chine. Meier Tobler (+4,7%) a démarré un rachat d'action au prix de 27 francs suisses par titre et pour un volume maximum de 6 millions de francs suisses.

PARIS

Léger mouvement haussier, retrouve les 7500 pts

La bourse de Paris évolue au contact des 7500 points (+0,2%), avec l'aide d'URW (+1,6%), EssilorLuxottica (+1%) ou encore Hermès (+0,6%). La prudence reste de mise à la veille de l'ouverture de la réunion des banquiers centraux de Jackson Hole. Jerome Powell, le président de la Fed, prononcera vendredi un discours très attendu. Les intervenants semblent avoir à cœur d'assimiler les gains des deux dernières semaines, tout en gardant un œil sur les rendez-vous économiques prévus dans les jours qui viennent. Depuis son plancher annuel atteint le 6 août, le CAC 40 a réussi à reprendre pas loin de 5%. 'La lame de fond est toujours nettement haussière', souligne Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. 'Il semble que la correction a été surtout l'occasion pour les investisseurs surexposés à la tech de prendre des bénéfices et qu'un nouvel

élan haussier est en train de se former', estime l'analyste. Mais si la tendance haussière apparaît intacte, des indicateurs économiques mitigés pourraient venir freiner la trajectoire favorable que connaissent actuellement les actions. Les choses pourraient notamment se gâter demain avec la parution des indices PMI 'flash', qui devraient montrer un nouveau ralentissement de la croissance de l'activité sur le Vieux Continent. Sur le marché obligataire, les rendements de référence américains et européens se détendent, campant sous les 3,82% pour les titres américains à dix ans et autour de 2,21% pour celui du Bund allemand de même échéance. Les deux contrats de référence sur le brut reculent légèrement en attendant la parution, dans l'après-midi, des stocks de pétrole aux Etats-Unis, seule statistique au menu du jour. Le Brent gagne actuellement 0,2% à 77,3 dollars le baril tandis que l'or gagne 0,2%, à 2510\$ l'once.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Août 2024 Valeur : 22 Août 2024				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.9232133.9382
1	EUR	EURO		148.4673148.4973
1	GBP	POUND STERLING		174.1751174.2172
100	JPY	JAPANESE YEN		91.483891.5003
1	CNY	CHINESE YUAN		18.751518.7589
1	CHF	SWISS FRANC		155.8696155.9779
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.342898.3610
1	DKK	DANISH KRONE		19.898019.9017
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.015913.0199
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.703512.7087
1	AED	UAE DIRHAM		36.457636.4716
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.691935.6997
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.0870438.2795
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.460643.8974
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.755213.7567
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.359227.4993
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.37263.3831
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.6379179.6379

La Bourse de Tokyo lestée par la hausse du yen

La Bourse de Tokyo refluitait mercredi dans la matinée, pénalisée par une remontée du yen et des prises de bénéfices après être revenue la veille quasiment à son niveau de début août.

L'indice vedette Nikkei de la capitale nipponne lâchait 0,62% à 37.825,54 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix perdait 0,39% à 2.660,04 points. La Bourse de New York avait terminé

dans le rouge la veille après une longue campagne haussière, alors que les investisseurs manquaient de nouvelles susceptibles de soutenir le marché. Le dollar remontait à 145,47 yens vers 01H00 GMT

contre 145,26 yens mardi à 21H00 GMT. L'euro valait 161,86 yens contre 161,67 yens la veille, et se négociait pour 1,1128 dollar contre 1,1130 dollar mardi. Les cours du

pétrole étaient proches de l'équilibre: le baril de WTI américain lâchait tout juste 0,01% à 73,16 dollars tandis que celui de Brent de la mer du Nord grappillait lui 0,03% à 77,22 dollars vers 00H55 GMT.

Les marchés financiers respirent après un sprint de dix jours

Les Bourses occidentales ont fini en baisse mardi, marquant la fin d'une séquence euphorique, attentistes avant plusieurs prises de parole de banquiers centraux en fin de semaine. En Europe, l'indice élargi Stoxx 600 s'est enfoncé en terrain négatif (-0,45%) après une première partie de séance en hausse, à l'image des principaux indices boursiers du Vieux Continent. La Bourse de Paris a lâché 0,22% et Francfort 0,35%. Londres a reculé plus fortement (-1%), pénalisée

par le secteur des matières premières et la chute de plus de 6% du groupe de télécommunications historique du Royaume-Uni, BT. A la cote londonienne, Shell a lâché 2,84% et BP 2,76%. A New York, le Dow Jones a perdu 0,15%, l'indice Nasdaq a lâché 0,33% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 0,20%. Nasdaq et S&P 500 auront enregistré huit gains consécutifs avant de rendre les armes, leur meilleure séquence de l'année. Les investisseurs attendent principalement le début du symposium des ban-

quiers centraux de Jackson Hole, qui commence aux Etats-Unis jeudi, et espèrent que le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) ouvrira encore un peu plus la porte à une baisse des taux en septembre, le scénario qui fait consensus pour les marchés. Ces derniers estiment à 70% la probabilité d'une première baisse des taux directeurs américains de 25 points de base en septembre. Plusieurs prises de parole de responsables de la banque centrale américaine sont attendues d'ici là,

ainsi que le compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire, qui sera publié mercredi après la clôture européenne. Un cocktail de bonnes publications a fait oublier aux investisseurs la panique qui les avait gagnés dans les premiers jours d'août. Signe que ce rebond s'essouffle, la détente des taux obligataires n'insufflait pas d'élan aux marchés d'actions. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 3,81%, contre 3,87% la veille en clôture. Les cours du pétrole

ont encore cédé du terrain, orientés notamment par une évolution défavorable du rapport entre offre et demande. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre s'est retranché de 0,59%, pour clôturer à 77,20 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en septembre a lui reculé de 0,44%, à 74,04 dollars. L'euro avançait de 0,42% à 1,1130 dollar pour un euro, évoluant à son plus haut niveau depuis fin décembre.

LA CHINE REMET LA PRESSION SUR L'UE

Pékin lance une enquête commerciale

Cette nouvelle enquête chinoise porte sur des produits tels que le fromage frais et le lait caillé, le fromage bleu ainsi que certains laits et crèmes. Les subventions accordées dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) de l'UE sont aussi dans le viseur de Pékin.

Nouveau feuilleton dans le conflit commercial opposant Bruxelles et Pékin. La Chine a annoncé ce mercredi l'ouverture d'une enquête sur des pratiques commerciales de l'Union européenne jugées déloyales concernant certains produits laitiers importés. « Le ministère du Commerce a décidé d'ouvrir une enquête antidumping sur certains produits laitiers importés depuis l'Union européenne à compter du 21 août 2024 », a ainsi indiqué le ministère chinois du Commerce, dans un communiqué. Dans le détail, l'enquête porte sur des produits comme le fromage frais et le lait caillé, le fromage bleu ainsi que certains laits et crèmes, a-t-on précisé. La procédure vise de surcroît un certain nombre de subventions accordées dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) de l'UE. A noter aussi l'enquête sur les produits laitiers doit être conclue dans un délai d'un an, mais elle pourra éventuellement être prolongée de six mois, pré-

cise le communiqué du ministère.

Contre-attaque commerciale de la Chine

Le timing de cette annonce est pour le moins étonnant. Et pour cause, elle intervient au lendemain de nouvelles taxes douanières annoncées mardi par l'Union européenne (UE) sur les voitures électriques provenant de Chine, y compris celles du constructeur américain Tesla qui possède une usine à Shanghai. Bruxelles estime en effet que les prix des véhicules chinois sont artificiellement bas, du fait de subventions d'État qui faussent le marché et nuisent à la compétitivité des constructeurs européens. Ces nouvelles surtaxes, mises en place d'ici fin octobre (sauf vote contraire des 27 États membres de l'UE), peuvent atteindre jusqu'à 36%. La majeure partie des constructeurs chinois est concernée par ces nouveaux droits de douanes européens. Bruxelles imposera ainsi des

surtaxes de 17% au fabricant chinois BYD, de 19,3% à Geely, et de 36,3% à SAIC. Dans la foulée, la Chambre de commerce chinoise dans l'UE avait fustigé le « protectionnisme » et les pratiques commerciales « injustes », induites par ces droits de douanes spécifiques. « La Chambre de commerce exprime son profond mécontentement et sa ferme opposition à l'approche protectionniste de la Commission européenne », avait-elle déploré dans un communiqué, avertissant aussi du danger d'« exacerbation des tensions commerciales entre l'UE et la Chine ».

D'autres enquêtes lancées par la Chine ces derniers mois

Pour mémoire, Pékin avait déjà annoncé en janvier enquêter sur une infraction supposée à la concurrence des eaux-de-vie, comme le cognac, importées de l'UE et en particulier de la France. En juin, elle a aussi lancé une enquête antidumping sur les

importations de porc et de produits porcins en provenance de l'Union européenne. Des marchandises principalement produites en Espagne, en France, aux Pays-Bas et au Danemark. Les vins et voitures à grosses cylindrées seraient aussi dans le viseur des autorités chinoises, selon la presse du pays. De son côté, Bruxelles n'est pas en reste. La Commission européenne a ouvert début avril une enquête visant les fabricants chinois d'éoliennes, ces derniers étant soupçonnés d'avoir reçu des subventions massives, ce qui, encore une fois, fausse la concurrence sur le marché européen. Dans l'UE, les éoliennes chinoises sont vendues à des prix jusqu'à 50% inférieurs à ceux des concurrents européens, selon WindEurope, le lobby européen du secteur. « Il n'est pas possible de faire cela sans subventions publiques injustes », avait déploré auprès de l'AFP Giles Dickson, son directeur général. En réponse, la Chine avait - sans grande surprise - vivement protesté contre cette investigation.

VOITURES ÉLECTRIQUES CHINOISES

L'UE veut imposer jusqu'à 36% de taxes pendant cinq ans

L'UE envisage d'imposer jusqu'à 36% de taxes pendant cinq ans sur les importations de voitures électriques chinoises, mais reste ouverte à une solution alternative en provenance de Pékin, a annoncé mardi la Commission européenne. Ces droits de douane, qui s'ajoutent aux taxes de 10% déjà appliquées aux véhicules fabriqués en Chine, entreront en vigueur d'ici fin octobre, sous réserve de l'aval des 27, à moins qu'un accord alternatif avec Pékin ne soit trouvé d'ici là. Ils remplaceront alors des taxes provisoires décidées début juillet, et allant jusqu'à 38%, a précisé la Commission dans un communiqué. Celle-ci se dit "ouverte" au dialogue et à toute solution alternative émanant de Pékin pour éviter ces taxes critiquées par certains États membres, dont l'Allemagne ou la Suède. La Commission a également annoncé qu'elle ne collecterait pas les taxes provisoires entrées pourtant en vigueur le 5 juillet. Elles continueront à être versées mais resteront bloquées sur un compte bancaire avant d'être restituées. Les nouvelles taxes seront définitivement adoptées à moins qu'une majorité qualifiée d'États membres (15 pays représentant 65% de la population européenne) ne s'y oppose, d'ici fin octobre. Elles concernent la plupart des constructeurs chinois. Bruxelles imposera des surtaxes de 17% au fabricant chinois BYD, au lieu des 17,4% prévus par la taxe provisoire décidée le mois dernier, de 19,3% à Geely, contre 19,9%, et de 36,3% à SAIC contre 37,6% en juillet. Les autres constructeurs seront soumis à un droit supplémentaire moyen de 21,3%, contre 20,8% décidés en juillet, s'ils ont coopéré à l'enquête ou de 36,3%, contre 37,6%, dans le cas contraire. L'UE envisage également d'imposer une taxe de 9% pendant cinq ans aux importations de véhicules électriques de la marque Tesla fabriqués en Chine. La taxe pesant sur le fabricant américain est nettement moins élevée que celle envisagée par Bruxelles pour les voitures électriques chinoises, Tesla recevant moins de subventions en Chine, a indiqué la Commission européenne.

AUSTRALIE

Projet de construction de la «plus grande» centrale solaire au monde

L'Australie a approuvé mercredi les plans d'une gigantesque ferme solaire dans le nord du pays, un projet qu'elle a qualifié de "plus grande zone solaire du monde". La ministre de l'Environnement, Tanya Plibersek, a expliqué que cette vaste ferme solaire produirait suffisamment d'énergie pour alimenter trois millions de foyers et

comprendrait des panneaux, des batteries et, à terme, un câble reliant l'Australie à Singapour. "Il s'agira de la plus grande zone solaire du monde, ce qui fera de l'Australie le leader mondial de l'énergie verte", a affirmé Mme Plibersek. Connue sous le nom de SunCable, ce projet, sur 12.000 hectares, est situé dans le Territoire

du Nord, baigné de soleil. Il est soutenu par le milliardaire de la technologie et militant écologiste Mike Cannon-Brookes. Cette ferme solaire devrait fournir quatre gigawatts d'énergie par heure pour l'usage domestique. Deux autres gigawatts seront envoyés vers Singapour. L'Australie est actuellement l'un des principaux exportateurs mondiaux

de charbon et de gaz, mais elle est vivement affectée par les effets du changement climatique (chaleur intense, inondations et feux de brousse). En 2022, les énergies renouvelables représentaient 32% de la production totale d'électricité en Australie, contre 47% pour le charbon, selon les dernières données du gouvernement.

SEMI-CONDUCTEURS

TSMC démarre la construction de sa première usine en Europe

Le numéro un mondial des semi-conducteurs a annoncé ce mardi avoir porté le premier coup de pioche de sa future usine de Dresde, en Allemagne. Un projet qui permettra de produire des puces électroniques spécialisées pour le secteur automobile. Top départ pour la production de composants électroniques en Europe pour la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC). Le numéro un mondial des semi-conducteurs a donné ce mardi le coup d'envoi du chantier de sa première usine européenne, en Allemagne. Le chancelier allemand Olaf Scholz et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, étaient présents à Dresde pour le premier coup de pioche symbolique, aux côtés de responsables du groupe taïwanais. Le groupe compte investir 3,5 milliards d'euros dans cette usine, dont il détiendra 70% du capi-

tal, en partenariat avec les groupes néerlandais NXP et allemands Infineon et Bosch, impliqués à hauteur de 10% chacun. Les investissements totaux de ce projet phare, situé dans la « Silicon Saxony », pôle industriel datant de la période communiste et dédié aux semi-conducteurs, atteindront 10 milliards d'euros, selon les quatre partenaires. L'usine allemande sera spécialisée dans la production de semi-conducteurs pour le secteur automobile, une branche phare de l'industrie allemande, engagée dans une mutation historique vers les technologies électriques. L'objectif est de débiter la production d'ici la fin de 2027. L'usine devrait avoir une capacité de production mensuelle de 40.000 tranches de silicium de 300 mm, une des technologies les plus avancées. Quelque 2.000 emplois directs doivent être créés.

« Jusqu'à présent, ces technologies sont principalement importées d'Asie et des États-Unis. Le projet contribue donc largement à la sécurité d'approvisionnement et à la souveraineté technologique de l'Europe », a commenté le ministre de l'Économie, Robert Habeck dans un communiqué. L'immense majorité de la fabrication de puces électroniques est actuellement localisée en Asie, particulièrement à Taïwan. Mais du fait des bouleversements de la chaîne logistique qui avaient créé une pénurie de composants à l'issue de la crise sanitaire et de la menace d'une invasion de l'île revendiquée par la Chine, les pays occidentaux veulent développer la production sur leur propre sol. Et pour cause, les puces sont devenues incontournables dans toute l'industrie mondiale, des ordinateurs portables aux éoliennes en passant par les missiles.

Berlin n'a donc pas lésiné sur les moyens pour attirer TSMC : jusqu'à cinq milliards d'euros de subventions allouées au projet. Les annonces d'ouverture d'usines, assorties de milliards d'euros d'investissements et de subventions, se sont multipliées dans toute l'Allemagne depuis trois ans, de Intel à Wolfspeed, en passant par Globalfoundries. De son côté, en juillet, la Commission européenne, dans le cadre de l'entreprise commune européenne pour les semi-conducteurs, a annoncé le lancement de plusieurs appels à projet. Le financement total de l'Union européenne pour ces appels s'élève à 325 millions d'euros. Les projets devront concerner des centres de compétences, une plateforme de conception de semi-conducteurs basée sur l'informatique en nuage et des projets innovants en photonique.

IMMATRICULATIONS EN EUROPE

Les voitures électriques faites en Chine ont dégringolé en juillet

Les projets sont coûteux et peinent à trouver des clients, surtout parmi le grand public. L'hydrogène propre se cantonne donc pour l'instant à quelques clients industriels, faute de mieux.



Les taxes supplémentaires à l'importation imposées par l'Union Européenne aux voitures électriques fabriquées en Chine commencent à faire effet. Ainsi, leur immatriculation en Eu-

rope a chuté de 45 % en juillet par rapport au mois de juin.

Plus d'un mois après avoir été mis en place de façon provisoire, le 5 juillet dernier, il est déjà possible de remarquer les

effets des droits de douane supplémentaires imposés par l'Union Européenne sur les voitures électriques fabriquées en Chine. Résultats, selon les données récoltées par Dataforce auprès de 16 pays membres, le nombre de voitures électriques neuves immatriculées en Europe par des constructeurs chinois comme BYD et MG a chuté de 45 % en juillet par rapport au mois de juin. Un effondrement en partie accentué par l'augmentation des véhicules en stock avant la mise en place de la mesure. Mais il n'y a pas uniquement les constructeurs chinois qui subissent cette politique. Toutes marques confondues, on recense 36 % d'immatriculations en moins sur la même période.

Un vrai obstacle ?

En regardant sur le long terme, toujours selon les données de Dataforce, la part de marché des voitures électriques chinoises ne cesse d'augmenter, passant de 3 % des parts en 2020 à 10 % en juin 2024, point le

plus haut jamais atteint. Pour ce qui est du mois de juillet, cette part est tombée à 8,5 % contre 7,4 % sur ce même mois l'année dernière.

En France, les immatriculations d'électriques chinoises représentaient 8 % en juin contre 5 % le mois dernier, tandis qu'au Royaume-Uni, qui ne fait plus partie de l'Union Européenne, ces dernières ont augmenté de 9 % à 11 %. Une conséquence logique ? Il ne faut pas oublier non plus que dans l'Hexagone, le bonus CO2 a été repensé depuis le début de l'année 2024 pour intégrer l'impact environnemental global d'une voiture, donnant déjà un peu de plomb dans l'aile aux électriques fabriquées en Chine. Alors, est-ce un vrai ralentissement qui s'amorce ou s'agit-il simplement d'un moment de panique passager ? Pour le savoir, il faudra suivre le marché sur les prochains mois, surtout après celui de novembre prochain, période à laquelle ces surtaxes douanières ne seront plus provisoires mais bien définitives.

Les 30 voitures électriques surtaxées par l'Europe depuis le 4 juillet 2024

Depuis le 4 juillet 2024, une trentaine de voitures électriques produites en Asie ont vu leur taxation grimper. En voici la liste.

Puisque le prix reste un des principaux freins à l'achat d'une voiture électrique, les constructeurs chinois ont compris depuis longtemps qu'ils avaient une carte à jouer pour supplanter leurs homologues européens sur leur propre territoire. En gardant la maîtrise de la production des matières premières pour les batteries et de l'assemblage à moindre coût – sans parler de préférence nationale pour la fourniture de composants –, les MG, BYD et autres Seres, bien qu'encore peu connus du grand public, débarquent en Europe avec des

modèles au rapport prix/prestations très agressifs. De quoi faire oublier des prestations routières parfois très inégales, comme l'a récemment confirmé notre essai du BYD Atto3 alors que la compacte Dolphin n'est pas à fuir.

À cette concurrence déloyale, l'Europe a décidé de répondre en imposant une taxation supplémentaire à toutes les électriques en provenance d'Asie. Laquelle est encore différente de l'éco-score mis en place par la France pour bénéficier du nouveau bonus CO2 depuis 2024. Reste, dans les deux cas, cette même envie de ralentir un raz-de-marée à venir. Environ une voiture sur trois concernées par la surtaxe. À date, sur quelque 110 voitures

électriques disponibles à la commande en France en 2024, une trentaine se voient "punies" fiscalement par l'Union européenne. Sans que l'on ne connaisse vraiment la répercussion sur le prix final en concession. Évidemment, pour ne pas contrevenir aux règles du commerce internationale, qui interdit de "black-lister" un produit selon sa seule nationalité, sont surtaxées toutes les voitures faites en Asie et vendues en Europe. Comprendre que certaines constructeurs européens, qui ont délocalisé la fabrication de leurs électriques, sont aussi dans le viseurs, tels Dacia avec sa Spring ou le groupe BMW avec la nouvelle Mini électrique. Voici donc, à l'heure où vous lisez ces lignes, les 30 voitures

dont les droits de douane ont officiellement augmenté le 4 juillet 2024 en raison de leur provenance. Entendu que chaque marque hérite d'une surtaxe différente selon son degré de participation à l'enquête menée depuis 9 mois par l'UE sur les subventions accordées par la Chine à ses propres constructeurs.

Les 30 voitures électriques surtaxées en Europe :

Always U5 , Always U6, BMW iX3, BYD Atto 3, BYD Dolphin, BYD Han, BYD Seal, BYD Seal U, BYD Tang, Cupra Tavascan, Dacia Spring, Honda e :Nyl, Lotus Eletre, Lotus Emeya, Mini Cooper E/SE, Mini Aceman E/SE, MG 4, MG 5, MG Marvel R, MG ZS, Seres 3, Seres 5, Skyworth K, Smart #1, Smart #3, Tesla Model 3, Volvo EX30, Xpeng G9, Xpeng Motors G9

Pour l'instant, ne sont concernées que les voitures 100% électriques, ce qui épargne par exemple la Citroën C5-X ou la DS 9, respectivement assemblées à Chengdu et Shenzhen.

Plus généralement, cette surtaxation, même souhaitable afin de protéger l'industrie européenne, ne sera peut-être pas suffisante pour des constructeurs chinois qui peuvent accepter de réduire la marge pour rester présents en Europe en attendant l'implantation d'usines sur le Vieux Continent. Déjà, BYD prévoit de construire une chaîne de fabrication en Hongrie, tandis que Chery a récupéré les anciennes installations de Nissan en Espagne.

Des centaines de Tesla neuves abandonnées dans un champ en Floride

À Tampa, en Floride, des centaines de Tesla (Model 3 et Y) sont parquées dans un champ, exposées aux intempéries.

Tesla, c'est plus ça ? La marque californienne pionnière du véhicule électrique n'aurait plus le vent en poupe ? Pas forcément, même si le marché du véhicule électrique est en 2024 moins porteur que l'année dernière, où Tesla a livré 484 000 unités. La firme est, d'après son PDG, "entre deux phases de croissance", une manière habile de positiver et d'éluder tout forme de surproduction.

En tout cas, les centaines de Tesla Model 3 et Model Y abandonnées dans un champ à Tampa, en Floride, ne sont pas la meilleure publicité qui soit

pour les modèles de la marque d'Elon Musk.

Le bonheur n'est pas dans le pré

S'il ne s'agit pas d'un cimetière pour véhicule électrique, ce n'est pas non plus le meilleur moyen de les entreposer. Parquées au milieu de hautes herbes sur un sol particulièrement boueux, les véhicules sont exposés aux intempéries mais pas seulement. Car, pour Tesla le bonheur n'est pas dans le pré, où des rongeurs et autres serpents pourraient profiter de la végétation pour venir croquer câbles et autres garnitures.

L'internaute, qui s'est rendu sur place avant de publier les photos sur Reddit, indique que les véhicules ont été produits entre avril



et mai 2024 et qu'ils n'ont toujours pas trouvé preneur. Un autre internaute a interrogé le gérant du centre Tesla de

Tampa, qui indique que ce terrain est utilisé comme solution de stockage temporaire par la marque, qui semble manquer de

place sur son site d'Orlando et plus généralement dans l'État de Floride.

AVANT VMWARE EXPLORE

Les clients nagent toujours en eaux troubles

La grande messe de VMware débute la semaine prochaine. Les clients devraient exposer leurs attentes et leurs inquiétudes face aux différents changements vécus depuis le rachat par Broadcom.

Ce n'est pas le premier VMware Explore (ex VMworld), mais celui qui s'ouvre la semaine prochaine à Las Vegas aura une teinte particulière. Il s'agit en effet du premier événement du spécialiste de la virtualisation depuis le rachat officiel (en novembre dernier) par Broadcom. L'opération de 69 Md\$ a soulevé des questions parmi les entreprises clientes dès qu'elle a été annoncée en mai 2022 : à quoi ressemblera le nouveau VMware ? Broadcom augmentera-t-il les prix, introduira-t-il de nouveaux modèles de licence ou rationalisera-t-il les produits ? À ce jour, l'acquisition a entraîné des licenciements, des arrêts de produits et des changements dans le programme partenaire. VMware compte environ 300 000 clients, note Stephen Eliot, vice-président du groupe IDC. « Cela signifie que vous avez tous les types de clients imaginables - petits, moyens et grands », déclare-t-il. Parmi la vaste base de clients, certaines préoccupations constantes sont restées au premier plan à l'approche de la conférence annuelle. L'une d'entre elles est que les clients veulent continuer à bénéficier de l'innovation dans l'ensemble du portefeuille VMware, explique le dirigeant. Ils souhaitent également que l'accent soit mis sur l'intégration, le design de l'interface et un chemin d'adoption plus facile. « Ils sont avides de séances sur la feuille de route et la stratégie d'architecture », observe-t-il. « Ils recherchent également un support en matière de valeur crée lorsqu'ils développent les cas d'usage à l'intention de la direction générale », ajoute le consultant. En outre, « les clients sont preneurs d'aide pour travailler avec leurs équipes internes afin de vendre la valeur de VMware à davantage de clients au sein de l'organisation IT » constate Stephen Elliot.

Une incertitude profonde

Dès le départ, le rachat a suscité de réelles inquiétudes, voire de l'animosité, parmi les clients. « L'acquisition de VMware par Broadcom perturbe les stratégies de plateforme établies et a un impact sur la supply chain, les achats, la budgétisation et les feuilles de route architecturales, y compris les partenariats stratégiques », déclare Julia Palmer, vice-présidente de la recherche chez Gartner. Ce dernier a interrogé ses clients sur le rachat et a constaté que 56 % des sondés « très préoccupés », tandis que 42 % adoptent une approche attentiste. De même, Naveen Chhabra, ana-

lyste principal au cabinet d'études Forrester, déclare que les entreprises « sont inquiètes de leur exposition à VMware car elles ne savent pas à quoi ressembleront leurs renouvellements ». « Les responsables IT des grandes entreprises envisagent d'autres solutions », précise-t-il tout en ajoutant que cette réflexion se heurte à un certain nombre de problèmes. Les entreprises s'inquiètent de la rapidité avec laquelle elles peuvent passer à une autre plateforme et se demandent si les fournisseurs et produits alternatifs offrent les capacités dont elles ont besoin. Elles veulent savoir également si les solutions alternatives proposent simplement un produit de remplacement ou si elles s'intègrent réellement dans leurs écosystèmes informatiques existants. « Chaque jour, je discute avec des entreprises clientes de VMware », explique Naveen Chhabra. « Je les conseille sur les options et les stratégies pragmatiques. Je pense que l'éditeur s'est attiré plus d'animosité qu'il ne le mérite ou qu'il n'en a besoin à ce stade. Les clients considéreraient l'éditeur comme un partenaire, mais maintenant ils le considèrent comme un « mal nécessaire » et ce changement s'est produit presque du jour au lendemain » après l'acquisition.

L'inquiétude sur l'augmentation des prix reste très présente

Wakefield Research a mené une enquête en juin 2024 pour le compte de CloudBolt Software, un fournisseur de services de gestion financière cloud. Les résultats donnent une idée de la fragilité de la situation pour de nombreux clients de VMware. Le cabinet d'études a interrogé 300 décideurs informatiques d'entreprises de divers secteurs qui utilisent les solutions du spécialiste de la virtualisation, et a constaté une appréhension généralisée parmi eux à la suite de l'acquisition de Broadcom. En fait, la quasi-totalité des personnes interrogées (99 %) ont exprimé leur inquiétude, « reflétant un large sentiment de malaise dans divers secteurs, tailles d'entreprise et niveaux de direction », indique le rapport. La grande majorité des personnes interrogées (95 %) considèrent que le rachat perturbe leur stratégie IT. Le manque de clarté en matière de prix et de packaging ajoute à ces inquiétudes, selon le rapport. Tous les sondés s'attendent à ce que les prix du fournisseurs augmentent sous l'égide de Broadcom, près de trois sur quatre prévoyant une augmentation de plus de 100 %. L'étude montre que de nombreux clients indi-

quent que leurs contrats expirent dans les 12 prochains mois, et 87 % des personnes interrogées prévoient de prendre leur « décision d'aller de l'avant » au cours de l'année prochaine.

Réfléchir sur le changement et opter pour le renouvellement

Pour les clients qui sont encore inquiets au sujet du nouveau VMware ou qui envisagent de quitter le navire pour d'autres solutions (voir notre dossier sur les alternatives à VMware), Stephen Eliot prévient qu'« il s'agit d'un marathon, pas d'un sprint ». Les clients vont continuer à travailler directement et avec leurs partenaires pour comprendre où ils veulent aller avec l'éditeur, et la valeur métier et technologique associée à chaque stratégie ». Chaque client et partenaire devrait consacrer du temps et de la planification à la compréhension de l'orientation qu'il souhaite donner à VMware, affirme le consultant. « Certains clients discutent-ils des alternatives ? Oui », répond-il. « Plus le client est petit, plus la question se pose. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'options de remplacement qui répondent aux exigences en matière de technologie, de sécurité, d'échelle, de support matériel, de compétences et d'intégration des processus [et compte tenu] du coût total de la migration, les conversations s'orientent souvent vers une stratégie de renouvellement », constate-t-il. Selon l'analyste, la discussion sur la marche à suivre doit porter sur la valeur métier et la réduction du risque financier. L'abandon de VMware n'est pas seulement une question de technologie. L'éditeur « possède aujourd'hui quatre divisions qui sont beaucoup plus concentrées et autonomes qu'auparavant », explique-t-il. « Pour de nombreux clients, il s'agira d'un changement très positif à mesure que l'exécution de la technologie progresse »

Un big bang long et coûteux

Les clients de Gartner ont signalé des augmentations de prix pour de nombreux produits VMware, indique Julia Palmer, certains d'entre eux devant faire face à des augmentations de coûts de deux à cinq fois. « En conséquence, les parties prenantes nous demandent des conseils pour faire face à cette situation », explique-t-elle. « D'après les milliers d'enquêtes menées par Gartner (qui voit même poindre la dévirtualisation), les clients explorent active-

ment d'autres voies. Cela inclut des mouvements tactiques tels que les solutions hyperconvergées et les hyperviseurs alternatifs, et des mouvements stratégiques comprenant des plateformes d'infrastructure hybride telles qu'Azure stack HCI, AWS Outposts et d'autres, des plateformes de conteneurs, des solutions d'infrastructure en tant que service (IaaS) dans le cloud public et des offres SaaS.

« La migration à grande échelle à partir de la plateforme de virtualisation de serveurs de VMware nécessiterait des efforts considérables s'étendant sur plusieurs années-personnes, des coûts de projet ponctuels substantiels et entraînerait des risques pour l'entreprise », explique l'analyste. « En outre, l'ensemble du processus prendrait entre 18 et 48 mois. » ajoute-t-elle.

Clarté et des assurances attendues lors de la conférence

Alors, que doit faire Broadcom lors de la prochaine conférence Explore - et dans une perspective plus large - pour rassurer et fidéliser les clients du fournisseur ? « Tout d'abord, communiquer sur l'innovation continue des produits que représente la marque VMware », explique Stephen Eliot. « Ils ont bien travaillé depuis la conclusion de l'accord, mais tous les clients n'en sont pas conscients. L'événement est l'endroit idéal pour faire connaître les feuilles de route et le calendrier des produits ». Un deuxième point concerne les partenaires, glisse M. Eliot. « L'entreprise n'a pas eu un tel niveau de clarté sur les partenaires depuis plus de dix ans », déclare-t-il. « Il existe aujourd'hui quatre types de partenaires, et chacun est traité différemment pour de bonnes raisons. Ils cherchent à savoir comment travailler avec VMware, où se trouvent les opportunités de revenus et de profits, et à clarifier les bénéfices pour les clients et la capacité [des partenaires] à se différencier. Cela prendra un certain temps, mais les choses évoluent assez rapidement.

On a beaucoup parlé de l'augmentation des prix par Broadcom, de l'introduction d'un nouveau modèle de licence et de la rationalisation des produits, ce qui pourrait être un sujet de discussion. Le modèle de tarification par abonnement « était en cours d'élaboration depuis cinq ans chez VMware, il n'est donc pas vraiment nouveau », remarque Stephen Eliot. « La seule différence aujourd'hui est que c'est le seul modèle pour les clients. Le portefeuille de produits - et les contrats associés - était devenu trop complexe pour les clients et les partenaires », observe-t-il. Selon lui, les offres groupées de produits sont désormais la voie à suivre pour plus de simplicité. « Les entreprises doivent maintenant s'informer sur le modèle de tarification et les offres groupées, et il leur faut donc du temps pour comprendre les changements », explique-t-il.

En dehors de cette garantie de cohérence des prix, les clients veulent également être rassurés sur les investissements en matière d'assistance, de services, de roadmap sur la R&D sur l'ensemble des produits du fournisseur, souligne Julia Palmer. À cette fin, Broadcom doit démontrer son engagement et son soutien aux principaux produits VMware, précise-t-elle. Cela passe par une communication claire de la future feuille de route et des investissements en recherche et développement. L'entreprise doit également répondre aux préoccupations soulevées dans les enquêtes de satisfaction des clients et montrer qu'elle prévoit d'améliorer le support et les services, ajoute la consultante, ainsi que de favoriser les partenariats au sein de l'écosystème VMware et de ses partenaires hyperscale.

Brèves

TSMC démarre son usine en Allemagne

Le fabricant de semi-conducteurs a mis le premier coup de pelle de sa future usine à Dresde. Il s'agit de la première implantation en Europe pour TSMC. Il compte investir 3,5 Md€ dans cette usine, dont il détiendra 70% du capital, en partenariat avec les groupes néerlandais NXP et allemands Infineon et Bosch, détenant 10% chacun. Le gouvernement allemand a promis 5 Md€ de subventions pour ce projet avec l'assentiment de la Commission européenne, qui s'est engagée à hauteur de 325 M€. L'implantation allemande sera dédiée aux semi-conducteurs pour l'automobile avec un début de production

attendue en 2027.

Les ransomwares extorquent 460 M\$ en S1 2024

Les victimes continuent de payer des rançons avec un montant de 459,8 Md\$ pour la première partie de 2024. Cela laisse augurer une année record selon ChainAnalysis (spécialisé dans la blockchain) qui estime qu'en 2023 les ransomwares avaient récolté 1,1 Md\$ sur l'année. « 2024 devrait être l'année la plus lucrative à ce jour pour les paiements de ransomware, en grande partie parce que les souches mènent moins d'attaques très médiatisées, mais perçoivent des paiements importants », explique le rapport. Il ajoute, « cette année a vu le plus grand paiement de

ransomware jamais enregistré à environ 75 millions de dollars au groupe de ransomware Dark Angels. »

X poursuivi pour factures IT impayées

La firme détenue par Elon Musk doit faire face à un procès intenté par le fournisseur Taïwanais d'infrastructures IT Wiwynn. Ce dernier réclame 61 M\$ au site de micro-blogging pour rupture de contrat. Ce dernier comprenant des achats de composants pour les équipements IT de X pour un montant de 120 M\$ à l'origine, mais la société asiatique a réussi à récupérer une partie de la somme. Elle réclame aujourd'hui à X le solde restant auprès d'un tribunal américain.

Mots fléchés

Mangeable Conquérant espagnol	↓	Comparables Drames lyriques au Japon	↓	Ameublit la terre	↓	Excréments	↓	Allemagne rattachée au bloc soviétique Auréote	↓	Affluent de la Vézère Grande ville du Japon	↓	Affirmée	↓
	→		↓						↓			Répands	
Flasque Souhaita	→			Prénom féminin		Levasses le cul	→						↓
	→				↓	Valeur refuge Outil pour horticulteur	→		Souverain hongrois		Été apte On le portait autour du cou	→	
Bizarres		Exclamation méridionale Pierre précieuse	→		Café-restaurant moderne	→			↓				
	→		↓					Affluent du Rhône Mot de dédain	→				
Insecte noir Ecclésiastique	→				Sillon		Note de musique Attrape-nigaud	→		Service rapide Leste	→		
	→			Souillera	→						Pays asiatique		Marque écrite
Petit passereau Poids embarqué	→						Elles peuvent être plénières		Cité d'Anne de Beaujeu	→			↓
	→			Aboutir à un résultat Curriculum vitae	→							Habitant la botte	
Prématuré		Devoir Bran de scie Pronom personnel	→						Colostrum	→			↓
	→		↓	Examinera	→				Grefe Moment privilégié de quiétude	→			
Récipient du matin Prénom masculin arabe	→			Nids d'espions israélien		Ante meridiem Grande école Une offre boursière pas toujours amicale	→			Maladies d'amour	Geste de scout		Serre la gorge
	→			Prénom d'un dictateur chinois Sou	→		Sommet d'un bâtiment A remplacé le RMI	→					↓
Appareils pour gymnaste		Tassait Rigole	→										
	→		↓		Fonda Vieilles rognés	→					Erbium Soûls	→	
Donc	→					Ciel-de-lit		Mouvement de pensée bouddhique		Archives télévisuelles	→		
Deviendra crapaud	→						Règle générale impérative		Quatre romain	→		Possédés	
Surprise-partie		Parfaites Personnage de Brecht	→							Désert Pascal	→		↓
	→		↓	Un mont au sud de Jérusalem	→				Relatif à un peuple africain	→			
Contestes	→				Condition	→		Il a son mot	→				

LUTTE ANTI-DROGUE

des quantités de cocaïne saisis par la douane à Constantine et Mila

Les agents des douanes ont saisi, dans deux opérations distinctes à Constantine et Mila, une quantité de 3,35 kg de cocaïne, indique mercredi un communiqué de la Direction générale des Douanes. "Les agents de la brigade mobile des douanes de Constantine et de la brigade polyvalente des douanes de Tadjenant (Mila), relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes de Constantine, ont saisi 3,5 kg de cocaïne dans deux opérations distinctes exécutées en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP)", précise le communiqué. Les opérations se sont soldées par la saisie d'une voiture touristique et d'une camionnette, utilisées dans le transport de la marchandise prohibée, et l'arrestation de trois individus qui ont été déferés devant les juridictions compétentes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 22 août 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ANP

14 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Quatorze (14) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, lors d'opérations distinctes effectuées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), à travers le territoire national durant la période du 14 au 20 août, indique, hier mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la cri-

minalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 14 au 20 août 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Ainsi et "dans le cadre de la lutte antiter-

roriste, des détachements de l'ANP ont arrêté (14) éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". En outre et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les diffé-

rents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, (51) narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de (01) quintal et (06) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (40) kilogrammes et (259) grammes de cocaïne et (69861) comprimés psychotropes ont été saisis".

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Les défis du prochain mandat présidentiel

3. L'Energie et l'Agriculture : des défis urgents

Pourquoi l'énergie et l'agriculture sont des défis majeurs pour le prochain mandat ? Tous les secteurs d'activités méritent un traitement approprié car chacun aura une contribution au développement du pays. Nous nous limitons dans cette chronique à ces deux secteurs en raison de leur importance dans la création de la richesse (parts dans le PIB) mais surtout pour les enjeux qu'ils représentent tant au plan national qu'au plan international. Ce sont les deux secteurs les plus exposés aux enjeux géopolitiques et par conséquent leur importance dans la garantie d'une souveraineté nationale est cruciale. Autant pour l'énergie, l'Algérie dispose de ressources suffisantes pour être à l'abri pendant encore plusieurs décennies ; aussi, ces ressources sont le levier principal pour le financement du développement, d'où l'absolue nécessité de veiller à préserver ces ressources sur longue période, et à rationaliser leur consommation domestique pour dégager des excédents exportables. Pour l'agriculture, l'Algérie connaît des déficits chroniques pour assurer les calories et la diversité des produits à la population. Ici aussi, le secteur de l'énergie vient au secours de l'agriculture pour financer les importations des produits alimentaires. D'abord l'agriculture. Nul besoin de revenir sur l'importance de la production de l'alimentation au double plan des besoins nutritionnels et de la souveraineté vis-à-vis du marché mondial. L'alimentation des Algériens a toujours été un enjeu capital depuis l'indépendance ; cela peut paraître paradoxal pour un pays aussi vaste et aussi bien doté par la nature. Alors le problème est plutôt dans la manière de rendre cette dotation naturelle, une source de production de biens agricoles. Les politiques agricoles, depuis l'indépendance, fournissent des exemples d'insuccès ou du moins ne garantissent pas des succès sur la longue période. Le statut du foncier agricole, la mauvaise protection des ressources naturelles, l'abandon des savoir-faire traditionnels, le faible investissement dans l'innovation et la formation agricoles, expliquent en partie la situation de notre agriculture. Toutes ces insuffisances ont conduit à un épuisement des ressources, particulièrement l'eau et à la dégradation des écosystèmes fragiles. Depuis plus de vingt ans, on a pensé avoir trouvé LA SOLUTION à ces problèmes dans l'agriculture saharienne. L'agriculture saharienne, louangée pour ses rendements actuels, est très gourmande en eau, en énergie, en fertilisants et en argent, sans oublier les scandales qui l'ont accompagnée tel l'octroi de titres de concession aux copains plus qu'aux agriculteurs. Ces ressources ont manqué dans le nord du pays quand il s'est agi de lutter contre la jachère, de remembrer les exploitations, de mieux les équiper et surtout, comme ailleurs dans le monde, de mieux valoriser le travail agricole. Faute de moyens et surtout de réflexions approfondies, l'Etat a cru bien faire en continuant d'importer des produits alimentaires sans encourager efficacement les producteurs locaux. Le secteur agricole a connu tout de même des périodes de grands débats et de politiques volon-

taristes assez bien réfléchies qui ont donnée des résultats, mais vite abandonnées. L'agriculture saharienne a le mérite d'exister, particulièrement en ce moment, mais elle doit être soumise à une surveillance stricte en matière de dégradation du milieu, de consommation des ressources non renouvelables, particulièrement l'eau. Elle est nécessaire pour renforcer la quête d'une souveraineté alimentaire, mais elle ne doit pas évincer l'agriculture du nord en engloutissant tout l'argent disponible. L'agriculture au Nord c'est presque 50 millions d'hectares (superficie agricole totale), a encore des réserves de rendements qu'il faut exploiter et valoriser par des investissements et des techniques d'exploitation économisant l'eau. Les solutions techniques aux problèmes de rendements existent, elles sont coûteuses, mais certainement plus durables que celles de l'agriculture saharienne. Elle doit être le levier principal de notre sécurité alimentaire. L'agriculture algérienne est présente dans les plaines littorales, dans les zones de montagnes, dans les hauts plateaux, dans les zones steppiques et dans les zones sahariennes. Toutes les zones sont indispensables, aucune n'est l'alternative de l'autre. Chaque zone a ses spécificités et son apport dans la bataille de la sécurité alimentaire et doivent toutes être développées (diversification) en même temps pour ne pas tomber dans des situations qui peuvent résulter d'une crise liée à l'une ou à l'autre. Au plan organisationnel, on n'arrive pas à mettre en place le système de coopératives, pourtant il est devenu non seulement efficace mais surtout universel, largement pratiqué dans les pays développés comme dans les pays pauvres. Il ne s'agit, surtout pas, de coopératives créées par un arrêté ou un décret pris par l'administration, mais de coopératives créées par les agriculteurs et pour leurs besoins. En Algérie, la taille moyenne des exploitations est très petite, ce qui entraînerait des coûts des services insupportables et une mécanisation très coûteuse pour un usage limité. Par le modèle coopératif, on augmente les rendements par l'effet des économies d'échelle, par la réduction des coûts (partages des charges de structure sur plusieurs exploitations) et par un « remembrement technique » des exploitations. L'agriculture est une activité très particulière, la politique agricole doit être l'affaire des agriculteurs et des techniciens du domaine (ingénieurs, vétérinaires, économistes et sociologues...) et non l'affaire des administratifs et des banquiers. Ensuite l'énergie. Le secteur des hydrocarbures est en crise cyclique depuis 2006. Les efforts de recherche, de développement et de production n'ont suivi ni les besoins du marché intérieur ni les opportunités d'exportation. Ce n'est que fin 2014 que les autorités ont pris conscience de l'ampleur et de la profondeur de cette crise. Elles ont alors admis leur myopie qui les a conduites à l'amendement de la loi de 2006 qui a remplacé celle de 2005 qui avait le triple avantage d'apporter plus de financements, plus de technologies et plus de marchés dans le secteur. Le chemin inverse sera très rude à parcourir tant la scène énergétique mondiale s'est modifiée et tant l'environnement international se dégrade pour les producteurs depuis 2014. Il est urgent de mobiliser les experts pour accroître l'attractivité du secteur algérien des hy-

drocarbures dans un monde en changement profond et pour trouver les solutions diverses à l'amélioration de la production et des débouchés. La loi de 2019 a remplacé celle de 2006 et a apporté les corrections nécessaires. Le désinvestissement entre 2006 et 2019 a été très préjudiciable pour l'investissement du secteur. Maintenant il s'agit de reconfigurer cette dernière loi par des politiques volontaristes et agressives en direction des investisseurs et des marchés. L'autre défi est celui de la valorisation des hydrocarbures bruts (pétrole et gaz). La Pétrochimie, vecteur de valorisation par excellence, demeure limitée, pourtant les marchés des matériaux et des matières premières à base de pétrochimie sont en forte croissance. Une simple comparaison avec des pays pétroliers comme l'Arabie saoudite ou l'Iran montre le chemin à suivre pour cette valorisation. Par ailleurs, l'Algérie présente une anomalie qu'il faut corriger rapidement : le premier consommateur de l'énergie ce sont les ménages suivi par les transports, alors que l'industrie est loin derrière. Cela veut dire que les activités économiques sont sous développées et la consommation de l'énergie à prix réduits ne garantit pas un retour sur investissement. Sur l'indicateur « consommation d'énergie » les Algériens sont parmi les populations les mieux dotés tant en quantité qu'en prix. Cette anomalie « cachée » avec un comportement gaspilleur peut, à terme conduire à ne pas pouvoir dégager des excédents exportables. Les défis dans ce secteur sont énormes. D'abord, la question de la sécurité énergétique ne se pose pas de la même manière que pour un pays importateur d'énergie. Il s'agit pour nous de garantir cette sécurité énergétique sur le long et le très long terme. Pour cela, il faut agir à la fois sur la production et sur la consommation. L'action sur la production, les programmes d'investissement, tant sur l'exploration et la recherche et la production proprement dite, sont en cours. L'action sur la consommation la situation mérite un examen sérieux, d'abord un examen de la structure de consommation par secteur ; la ré-industrialisation devrait faire augmenter la consommation de l'énergie pour une création de valeur, alors que la réduction de la croissance de la consommation des ménages, où la création de valeur est minime, permettrait une réaffectation à l'industrie et une augmentation des excédents exportables. Le déficit de production dans le gaz doit être comblé rapidement. Tout le monde le sait, dans le gaz les investissements sont très lourds et les délais de mise en exploitation sont relativement très longs. Le gaz a aussi cet avantage d'être une énergie peu polluante et constitue le facteur idéal pour une transition énergétique dans des conditions économiquement supportables. En attendant la relance urgente de la recherche et de la production qui devra de toute évidence associer les bonnes entreprises étrangères, il faut préserver les surplus exportables et cela de toute urgence à travers une nouvelle politique des prix de l'énergie destinée au marché domestique.

Prochaine chronique
« Protection sociale, emploi et fracture territoriale ».